



JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

**NUMÉRO SPÉCIAL**

*158ème Année - Spécial No. 2 - Mercredi 9 juillet 2003*

**LOI DE FINANCES**  
**2002 – 2003**



# Le Moniteur

Paraissant  
Le Lundi et le Jeudi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

DIRECTEUR  
EMILE JEAN-BAPTISTE

158<sup>ème</sup> Année - Spécial No. 2

PORT-AU-PRINCE

Mercredi 9 juillet 2003

## SOMMAIRE

LOI DE FINANCES 2002 – 2003

# NUMERO SPECIAL

LIBERTÉ

ÉGALITÉ  
RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

FRATERNITÉ

## CORPS LÉGISLATIF

LOI DE FINANCES  
2002 – 2003

Vu les articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 150, 159, 161, 163, 217, 220, 222, 223, 227, 227-1, 227-2, 227-3, 227-4, 228, 228-1, 231, 231-1, 233 et 235 de la Constitution du 29 mars 1987;

Vu les articles 130, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140 et 141 du Code Pénal;

Vu la loi du 26 août 1879 sur la responsabilité des fonctionnaires et employés de l'Administration Publique;

Vu le décret du 13 septembre 1962 créant l'Administration Générale des Douanes;

Vu la loi du 19 août 1963 relative à la Dette Publique Interne et Externe de l'État;

Vu la loi du 3 septembre 1971 modifiée relative aux droits d'accises;

Vu la loi du 16 août 1979 annulant toutes les affectations de Recettes ainsi que les Comptes Spéciaux qui s'y rattachent;

Vu la loi du 17 août 1979 remplaçant la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) par deux (2) Institutions autonomes : La Banque de la République d'Haïti (BRH) et la Banque Nationale de Crédit (BNC);

Vu la loi du 6 septembre 1982 portant uniformisation des structures de l'Administration Publique Nationale;

Vu la loi du 22 août 1983 sur le recouvrement forcé des créances de l'État;

Vu le décret du 4 novembre 1983 créant la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif;

Vu le décret du 4 octobre 1984 créant le Fonds d'Investissement Public;

Vu la loi du 11 septembre 1985 sur le Budget et la Comptabilité Publique;

Vu le décret du 29 septembre 1986 relatif à l'impôt sur le revenu;

Vu le décret du 5 mars 1987 relatif au Code Douanier;

Vu le décret du 5 mars 1987 réorganisant l'Office du Budget;

Vu le décret du 13 mars 1987 réorganisant le Ministère de l'Économie et des Finances;

Vu le décret du 28 septembre 1987 modifiant les structures de la Direction Générale des Impôts;

Vu le décret du 23 octobre 1989 sur les normes et conditions de passation de marchés par les Pouvoirs Publics;

Vu le décret du 10 mars 1989 définissant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe;

Vu la loi du 5 février 1995 relative à l'acompte;

Vu la loi du 15 juillet 1996 instituant les frais de vérification sur les importations;

Considérant qu'il est impératif pour l'État d'arrêter des mesures budgétaires conformes au programme économique et financier établi par les Pouvoirs Publics;

Considérant qu'il se révèle nécessaire d'établir pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2002 au 30 septembre 2003 les Voies et Moyens du Budget de l'État dans le cadre du fonctionnement des différents Services de l'Administration d'État;

Sur le rapport des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe et après délibération en Conseil des Ministres;

Le Pouvoir Exécutif a proposé Et le Parlement a voté La Loi suivante :

## TITRE I

### CHAPITRE UN

#### DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

**Article 1.-** Les impôts, droits et taxes existant au 30 septembre 2002 au profit de l'État et des Collectivités Territoriales sont prorogés pour l'exercice fiscal 2002-2003 en tenant compte des modifications prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi et leurs produits seront recouverts conformément aux Lois, Décrets-lois et Décrets qui en règlent la perception.

**Article 2.-** Les droits d'accises sur le tabac et les produits du tabac brut et les produits finis de tabac tels que cigarettes et cigares sont désormais établis ad valorem au taux de 12% sur le prix ex-usine pour la fabrication locale ou sur la valeur en douane (CIF) des produits importés.

**Article 2.1.-** Les droits d'accises perçus sur le tabac en tant que matières premières seront déduits des droits de même nature à payer sur les produits finis de fabrication locale.

**Article 3.-** Les droits d'accises sur les alcools, les produits alcooliques et alcoolisés sont désormais établis ad valorem sur le prix ex-usine pour la fabrication locale ou sur la valeur en douane (CIF) des produits importés selon les taux suivants :

- Quatre pour cent (4%) pour le rhum et la bière sous toutes ses formes;
- Cinq pour cent (5%) pour les boissons vineuses et toutes les autres boissons alcooliques ou alcoolisées.

**Article 3.1.-** La taxation sur les produits alcooliques ou alcoolisés de fabrication artisanale locale (type « guildive ») demeure inchangée.

**Article 4.-** La loi du 5 février 1995 relative à l'acompte est et demeure rapportée.

**Article 5.-** Un acompte de 2%, imputable au montant de l'impôt sur le revenu à payer, est établi sur la valeur en douane de toutes les importations de marchandises ou de biens.

**Article 5.1.-** Cet acompte sera également appliqué sur tous contrats de vente de biens ou de prestations de services passés entre l'État, les ONG et les Institutions religieuses avec des tiers. Le montant retenu sera versé à la Direction Générale des Impôts entre le premier et le quinze de chaque mois pour le mois précédent, sous peine des sanctions prévues par la législation relative à l'impôt sur le revenu.

**Article 5.2.-** Sont exemptées du paiement de l'acompte les personnes physiques ou morales non assujetties au paiement de l'impôt sur le revenu selon les dispositions légales en vigueur ou en situation de crédit d'impôt non contesté par l'administration compétente.

**Article 5.3.-** Sont également exemptés les bagages des voyageurs, accompagnés ou non, les articles usagés, importés à l'occasion d'un transfert de résidence, les effets importés par les agents diplomatiques étrangers pour leur usage personnel ou officiel.

**Article 6.-** La loi du 15 juillet 1996 instituant des frais de vérification sur les importations est et demeure rapportée.

**Article 7.-** L'Administration Générale des Douanes est autorisée à percevoir des frais de vérification de 5% à calculer sur la valeur en douane des importations.

**Article 7.1.-** Ne sont pas assujettis à ces frais de vérification les bagages des voyageurs, accompagnés ou non, les articles usagés, importés à l'occasion d'un transfert de résidence, les effets importés par les agents diplomatiques étrangers pour leur usage personnel ou officiel.

**Article 8.-** Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources à recouvrer au profit du Budget Général de la République pour l'exercice 2002-2003, complétés par le financement, sont estimés globalement à QUINZE MILLIARDS TROIS CENT TRENTE TROIS MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT SEPT GOURDES ET 00/100 (GDES 15,333,250,787.00). Leur répartition est donnée dans le tableau intitulé « Budget Général » à l'article 9 de la présente Loi.

## CHAPITRE DEUX

### DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

**Article 9.-** Les crédits du Budget Général pour l'exercice 2002-2003 sont fixés globalement à QUINZE MILLIARDS TROIS CENT TRENTE TROIS MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT SEPT GOURDES ET 00/100 (GDES 15,333,250,787.00) répartis dans les tableaux présentés aux articles 9 et 10 de la présente Loi.

**CHAPITRE III**  
**DISPOSITIONS RELATIVES**  
**À L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER**

**Article 10.-** Les conditions d'équilibre du Budget Général de l'exercice 2002-2003, outre les opérations de perception de recettes, sont complétées par les autorisations destinées à couvrir les charges de trésorerie comme indiqué à l'article 9 ci-après.

**CHAPITRE IV**  
**BUDGET GÉNÉRAL**

**Article 11.-** Le Budget Général de la République pour l'exercice fiscal qui débute le 1<sup>er</sup> octobre 2002 pour s'achever le 30 septembre 2003 est ainsi établi :

VOIES ET MOYENS	15,333,250,787	CHARGES PUBLIQUES	15,333,250,787
<b>Ressources Domestiques</b>	<b>9,718,600,000</b>	<b>Dépenses de Fonct. &amp; Transferts</b>	<b>10,127,496,674</b>
Perception DGI	3,379,000,000	Dépenses de Personnel	3,908,688,229
Perception AGD	6,336,000,000	Dépenses de Services & Charges Diverses	1,368,031,220
Remboursement Prêts & Avances	3,600,000	Achat de Biens de Consom. & Petit Matériel	310,521,924
		Subventions, Quotes-parts Contrib. Allocation & Indemnisations	2,662,891,754
		Autres Dépenses Publiques	1,877,363,547
<b>Solde Courant: (Ressources Domestiques-Dépenses de Fonct. &amp; Transferts)</b>			<b>-408,896,674</b>
<b>Financement</b>	<b>5,614,650,787</b>	<b>Dépenses de Capital</b>	<b>5,205,754,113</b>
<b>INTERNE</b>	<b>3,900,000,000</b>	Programmes et Projets	3,987,657,118
BRH	3,900,000,000		
<b>EXTERNE</b>	<b>293,000,000</b>	Amortissement de la Dette	1,218,096,995
Dons	180,000,000		
Prêts	113,000,000		
<b>AUTRES</b>	<b>1,421,650,787</b>		

**TITRE II**

**CHAPITRE 1**  
**DÉTAILS DES OPÉRATIONS**

**Article 12.-** Les Crédits ouverts au Budget de l'État pour l'exercice 2002-2003 sont ainsi répartis :

INSTITUTIONS	FONCTIONNEMENT			PROGRAMMES ET PROJETS	TOTAL
	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT HORS SALAIRES	TOTAL1		
<b>POUVOIR EXECUTIF</b>	<b>3,367,950,163</b>	<b>7,119,980,453</b>	<b>10,487,930,617</b>	<b>3,921,900,675</b>	<b>14,409,831,292</b>
<b>SECTEUR ECONOMIQUE</b>	<b>766,465,668</b>	<b>246,589,137</b>	<b>1,013,054,805</b>	<b>1,924,290,388</b>	<b>2,937,345,194</b>
1111-MIN. DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOP. EXT.	43,558,181	7,145,830	50,704,011	72,317,434	123,021,445
1112-MIN. DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	360,820,182	121,633,256	482,453,438	222,034,992	704,488,430
1113-MIN. DE L'AGR. DES RES. NAT. & DU DEV. RUR.	148,777,277	51,237,640	200,014,917	148,746,486	348,761,403
1114-MIN. DES TRAV. PUB. TRANSP. & COMM.	122,768,059	52,924,633	175,692,692	1,434,604,813	1,610,297,505
1115-MIN. DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	28,676,105	2,772,741	31,448,846	9,500,000	40,948,846
1116-MIN. DE L'ENVIRONNEMENT	41,032,789	3,941,397	44,974,186	10,570,417	55,544,603
1117-MIN. DU TOURISME	20,833,074	6,933,641	27,766,715	26,516,247	54,282,962
<b>SECTEUR POLITIQUE</b>	<b>630,322,224</b>	<b>1,654,988,019</b>	<b>2,485,310,243</b>	<b>403,354,266</b>	<b>2,888,664,508</b>
1211-MIN. DE LA JUSTICE	683,713,410	297,061,028	980,774,438	172,830,150	1,153,604,588
1212-MIN. DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	12,005,379	5,717,599	17,722,978	4,457,599	22,180,577
1213-MIN. DES AFFAIRES ÉTRANGERES	27,632,691	667,385,957	695,018,648	3,516,012	698,534,660
1214-LA PRESIDENCE	42,387,256	374,562,799	416,950,055	53,641,821	470,591,876
1215-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	24,897,943	204,685,721	229,583,664	132,009,684	361,593,348
1216-MIN. DE L'INTERIEUR	39,685,544	105,574,916	145,260,460	36,899,000	182,159,460
<b>SECTEUR SOCIAL</b>	<b>1,639,695,231</b>	<b>359,938,909</b>	<b>2,059,634,140</b>	<b>722,053,604</b>	<b>2,781,687,745</b>
1311-MIN. DE L'EDUCATION NATION. JEUNES/SPORTS	1,152,436,263	219,704,456	1,372,140,718	367,938,622	1,740,079,340
1312-MIN. DES AFFAIRES SOCIALES	62,670,738	23,687,784	86,358,521	228,460,589	314,819,110
1313-MIN. DE LA SANTE PUBLIQ. ET DE LA POPULATION	474,459,836	113,232,272	587,692,108	121,654,393	709,346,501
1314-MIN. A LA COND. FEM. AUX DROITS DE LA FEMME	10,128,395	3,314,398	13,442,793	4,000,000	17,442,793
<b>SECTEUR CULTUREL</b>	<b>71,467,040</b>	<b>108,995,967</b>	<b>180,463,007</b>	<b>99,709,359</b>	<b>280,172,366</b>
1411-MIN. DES CULTES	9,466,580	49,218,212	58,684,792	5,000,000	63,684,792
1412-MIN. DE LA CULTURE	62,000,460	59,777,755	121,778,215	94,709,559	216,487,774
<b>AUTRES ADMINISTRATIONS</b>	<b>0</b>	<b>4,749,466,421</b>	<b>4,749,466,421</b>	<b>772,492,858</b>	<b>5,521,961,279</b>
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	0	2,416,150,254	2,416,150,254	772,492,858	3,188,643,112
1512-INTERETS DETTE PUBLIQUE	0	2,333,318,167	2,333,318,167		2,333,318,167
<b>POUVOIR LEGISLATIF</b>	<b>186,379,277</b>	<b>196,233,228</b>	<b>382,612,506</b>	<b>36,718,654</b>	<b>419,331,160</b>
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	60,972,512	110,312,858	171,285,370	8,859,780	180,145,150
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	125,406,765	85,920,371	211,327,136	27,858,874	239,186,010
<b>POUVOIR JUDICIAIRE</b>	<b>135,297,190</b>	<b>7,837,842</b>	<b>143,135,032</b>	<b>11,203,665</b>	<b>154,338,697</b>
3211-COUR DE CASSATION	8,519,813	1,810,006	10,329,819	0	10,329,819
3212-COUR D'APPEL	12,568,295	1,337,116	13,905,411	0	13,905,411
3213-TRIBUNAUX	114,209,083	4,690,720	118,899,802	11,203,665	130,103,467
<b>ORGANISMES INDEPENDANTS</b>	<b>219,061,598</b>	<b>112,853,916</b>	<b>331,915,514</b>	<b>17,834,124</b>	<b>349,749,638</b>
4111-COUR SUP. DES COMPTES ET DU CONT. ADM.	35,093,674	18,716,964	53,810,638	0	53,810,638
4211-CONSEIL ELECTORAL	25,973,975	5,862,870	31,836,846	0	31,836,846
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN.	2,593,946	1,674,085	4,268,030	9,834,124	14,102,154
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	155,400,003	86,599,997	242,000,000	8,000,000	250,000,000
<b>TOTAL</b>	<b>3,908,686,229</b>	<b>7,436,905,440</b>	<b>11,345,593,669</b>	<b>3,987,657,118</b>	<b>15,333,250,787</b>

**Article 12.1-** L'utilisation des subventions accordées aux institutions privées ou parapubliques est assujettie au contrôle du Ministère directement concerné, à celui de Ministère de l'Économie et des Finances ou à celui de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

**Article 12.2-** Toutes les recettes perçues par les Organismes publics doivent faire l'objet d'un contrôle strict de la part des institutions de tutelle. Ces dernières doivent approuver les barèmes et taux établis et veiller à ce qu'ils reçoivent la plus large diffusion possible. Les dépenses financées par de telles recettes doivent être pleinement justifiées.

**Article 13.-** Les crédits ouverts par la Loi de Finances et mis à la disposition des entités administratives sont affectés à un service ou à un ensemble de services. Ils sont spécialisés par Institution groupant les dépenses selon leur nature ou leur destination. Ils peuvent être limitatifs, évaluatifs ou provisionnels.

**Article 13.1-** Les crédits limitatifs sont les autorisations inscrites dans la loi de finances de chaque exercice; ils ne peuvent être ordonnancés que dans la limite des crédits ouverts par ladite loi.

**Article 13.2-** Les crédits évaluatifs sont ceux qui peuvent s'imputer au-delà de la dotation; ils sont inscrits à titre indicatif.

**Article 13.3-** Les crédits provisionnels correspondent à des dépenses qui ne peuvent être évaluées avec précision; ils ne peuvent être ordonnancés que dans la limite des crédits ouverts par ladite loi.

**Article 14.-** Les crédits budgétaires de fonctionnement et d'investissement alloués à l'Administration Centrale sont limitatifs. Ils sont ouverts pour les dépenses dont la répartition, par Institution, Chapitre, Section et Article de Dépenses, déterminera la spécialisation des autorisations.

**Article 14.1.-** Les crédits affectés aux interventions publiques sont provisionnels; ceux afférents au paiement de la dette publique sont évaluatifs.

**Article 15.-** Les crédits budgétaires alloués à l'investissement public sont disponibles par programme et par projet et représentent le niveau de paiement pouvant être effectué pour la réalisation des investissements inscrits au Budget Général de la République pour l'exercice 2002/2003.

**Article 16.-** Le Ministère de l'Économie et des Finances établit avec les ordonnateurs les détails des articles budgétaires contenus dans la présente loi de Finances et en informe la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

**Article 17.-** L'évaluation des champs de taxation, des emprunts, des dons, ainsi que la répartition des crédits de fonctionnement et d'investissement complètent la présente loi de Finances sous formes de tableaux.

**Article 18.-** La classification des ressources est ainsi établie :

- 1.- Recettes Fiscales ;
- 2.- Recettes non Fiscales ;
- 3.- Recettes en capital ;
- 5.- Dons ;
- 6.- Remboursement de prêts et avances, vente de participation ou restitution de capital ;
- 7.- Emprunts.

**Article 19.-** La catégorie institutionnelle est basée sur le principe de la séparation des pouvoirs et l'existence des institutions indépendantes. Le secteur permet de regrouper les institutions de l'administration centrale selon leurs domaines d'activités. L'institution désigne toute entité publique faisant partie de l'administration centrale et jouissant de sa pleine autonomie administrative conformément aux dispositions de la loi. Le chapitre désigne soit les services internes d'un Ministère appelés services centraux ou les services centraux techniquement déconcentrés communément appelés services externes. La section est une subdivision du chapitre. L'article sert à désigner le premier niveau de détails permettant de classer par nature les dépenses publiques; il en existe neuf (9) :

- 1.- Dépenses de Personnel ;
- 2.- Dépenses de Services et de Charges diverses ;

- 3.- Achats de Biens de Consommations et Petits Matériels ;
- 4.- Immobilisations Corporelles ;
- 5.- Immobilisations Incorporelles ;
- 6.- Prêts, Avances, Prises de Participation et Placement ;
- 7.- Subventions, Quotes-parts et Contributions, Allocations, Indemnités.
- 8.- Amortissement de la Dette Publique
- 9.- Autres Dépenses Publiques.

## CHAPITRE 2

### DISPOSITIONS EN VUE DU CONTRÔLE DES TRANSACTIONS BUDGÉTAIRES

**Article 20.-** Toutes les ressources de l'État sont de droit des recettes budgétaires même dans le cas où elles n'auraient pas été prévues au Budget Général. Les ressources de l'État ou de tout Organisme Public ne peuvent être créées que par des lois, conventions, jugements ou services rendus et, sauf dérogation légale, doivent être versées au Trésor Public.

**Article 21.-** Tout chèque émis à l'ordre de l'État, d'un Ministère ou d'un Organisme Public, peut être endossé seulement pour dépôt au compte du Trésor Public ou si les raisons sont bien spécifiées et conformes aux lois en vigueur, à un compte de l'Administration de l'État. Le paiement d'un tel chèque est formellement interdit.

**Article 22.-** Pour certaines catégories de dépenses spécifiées par la loi et dans les limites des crédits budgétaires existants, des avances de fonds à justifier peuvent être consenties par le Trésor Public. Une nouvelle avance peut être octroyée moyennant justification des dépenses effectuées à partir des avances précédentes.

**Article 23.-** Le barème des frais de voyage à l'intérieur et à l'extérieur du pays ainsi que celui relatif à l'octroi d'indemnité de responsabilité et de rémunération pour travaux en heures supplémentaires est mis à jour et publié régulièrement à la diligence du Ministère de l'Economie et des Finances.

**Article 24.-** L'agent de la fonction publique ne peut émarger au budget de plus d'une institution en même temps à moins qu'il soit mis à disposition ou que l'une des rémunérations se réfère à l'enseignement.

**Article 25.-** Tout engagement pris au delà des crédits budgétaires fixés par la présente Loi de Finances ou contraire aux lois et règlements en vigueur, n'entraîne point la responsabilité de l'État Haïtien. Toute personne physique ou morale qui aura contracté de tels engagements sera réputée pécuniairement responsable, sans préjudice des poursuites pénales ou civiles qui pourraient être intentées contre elle.

**Article 26.-** Toute personne physique ou morale qui aura entravé les procédures d'exécution du Budget Général, c'est-à-dire la perception d'impôts, taxes, droits ou l'exécution des dépenses, sera punie conformément aux lois régissant la matière.

**Article 27.-** Les Opérations d'approvisionnement et de débours sur les comptes spéciaux du Trésor et sur les comptes courants des Organismes Publics sont réalisées en conformité aux lois et règlements régissant la matière.

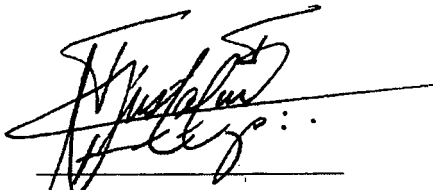
## TITRE III

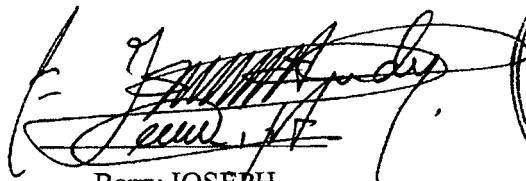
### DISPOSITION FINALE

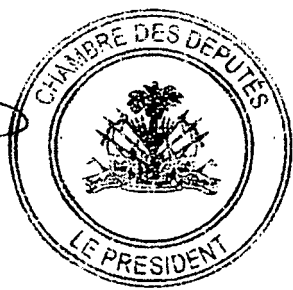
**Article 28.-** La présente Loi abroge toutes Lois ou dispositions de Lois, tous Décrets-lois ou dispositions de Décrets-lois, tous Décrets ou dispositions de Décrets qui lui sont contraires et sera publiée et exécutée à la diligence des Ministres de l'Economie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe.

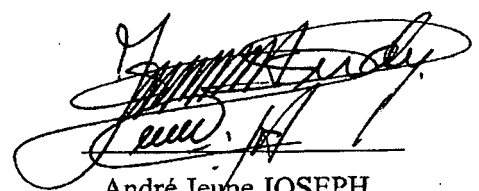


Votée à la Chambre des Députés le 12 mai 2003, an 199<sup>ème</sup> de l'Indépendance.

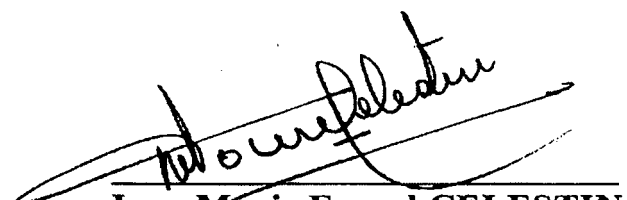
  
 Yves CRYSTALIN  
 Président

  
 Berry JOSEPH  
 Premier Secrétaire

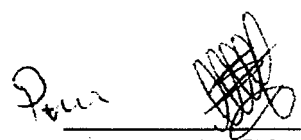



  
 André Jeune JOSEPH  
 Deuxième Secrétaire

Votée au Sénat de la République le mardi 3 juin 2003 , an 199<sup>ème</sup> de l'Indépendance.

  
 Jean Marie Fourel CELESTIN  
 Président



  
 Dr Louis Gérard GILLES  
 Premier Secrétaire

  
 Youseline AUGUSTIN BELL  
 Deuxième Secrétaire

Par les présentes,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORDONNE QUE LA LOI CI-DESSUS SOIT REVÊTUE DU SCEAU DE LA RÉPUBLIQUE, IMPRIMÉE, PUBLIÉE ET EXÉCUTÉE.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 16 juin 2003, an 200<sup>ème</sup> de l'Indépendance.

Par le Président	Jean-Bertrand ARISTIDE
Le Premier Ministre	Yvon NÉPTUNE
Le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales	Jocelerme PRIVERT
Le Ministre de l'Économie et des Finances	Faubert GUSTAVE
Le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique	Calixte DELATOUR
Le Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes	Joseph Philippe ANTONIO
Le Ministre des Travaux Publics, Transports et Communications	pour Harry CLINTON Faubert GUSTAVE
Le Ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports	Marie Carmèle P. AUSTIN
Le Ministre des Haïtiens vivant à l'Étranger	Lesly VOLTAIRE
Le Ministre de l'Environnement	pour Webster PIERRE Yvon NÉPTUNE
Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural	pour Sébastien HILAIRE Yvon NÉPTUNE
Le Ministre de la Culture et de la Communication	pour Lilas DESQUIRON Yvon NÉPTUNE
Le Ministre à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme	pour Ginette RIVIÈRE LUBIN Martine DEVERSON
Le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe	pour Paul DURET Yvon NÉPTUNE
Le Ministre du Commerce et de l'Industrie	Lesly GOUTIER
Le Ministre du Tourisme	Martine DEVERSON
Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales	pour Eudes ST. PREUX CRAAN Jocelerme PRIVERT
Le Ministre de la Santé Publique et de la Population	Henry Claude VOLTAIRE

**LIBERTÉ**

**ÉGALITÉ**

**FRATERNITÉ**

**RÉPUBLIQUE D'HAÏTI**

---

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES**

**LOI DE FINANCES  
2002 – 2003**

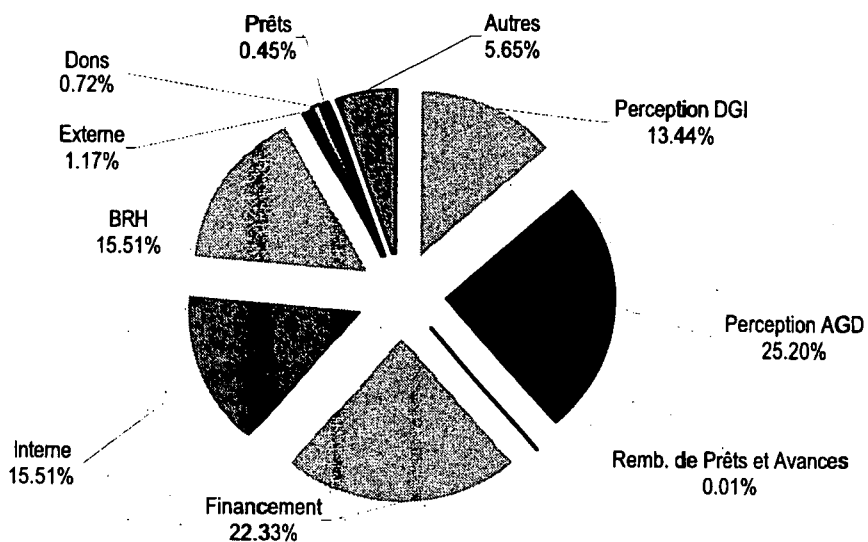
## ANNEXE I RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

### RESSOURCES BUDGETAIRES

(EN GOURDES)

EXERCICE 2002-2003

	MONTANT	%
<b>1- RESSOURCES DOMESTIQUES</b>	<b>9,718,600,000.00</b>	
1.1-PERCEPTION DGI	3,379,000,000	22.04
1.2-PERCEPTION AGD	6,336,000,000	41.32
1.3-REMB. DE PRÊTS ET AVANCES	3,600,000	0.02
<b>2- FINANCEMENT</b>	<b>5,614,650,787</b>	
2.1-INTERNE	<b>3,900,000,000</b>	
BRH	3,900,000,000	25.43
2.2-EXTERNE	<b>293,000,000</b>	
DONS	180,000,000	1.17
PRÊTS	113,000,000	0.74
2.3-AUTRES	1,421,650,787	9.27
<b>TOTAL</b>	<b>15,333,250,787</b>	<b>100.00</b>



## ANNEXE II DETAIL DES CREDITS

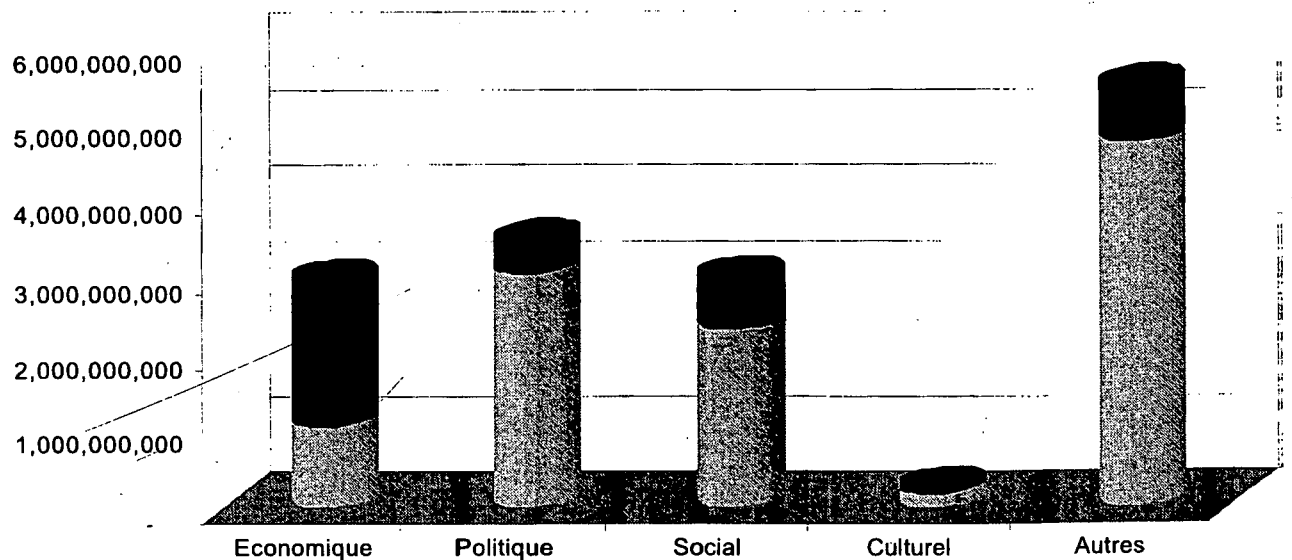
INSTITUTIONS	FONCTIONNEMENT		PROGRAMME & PROJETS		TOTAL	
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
<b>POUVOIR EXECUTIF</b>	<b>10,487,930,617</b>	<b>92.44</b>	<b>3,921,900,675</b>	<b>98.35</b>	<b>14,409,831,292</b>	<b>93.98</b>
<b>SECTEUR ECON.</b>	<b>1,013,054,805</b>	<b>8.93</b>	<b>1,924,290,388</b>	<b>48.26</b>	<b>2,937,345,194</b>	<b>19.16</b>
1111.-MPCE	50,704,011	0.45	72,317,434	1.81	123,021,445	0.80
1112.-MEF	482,453,438	4.25	222,034,992	5.57	704,488,430	4.59
1113.-MARDNR	200,014,917	1.76	148,746,486	3.73	348,761,403	2.27
1114.-MTPTC	175,692,692	1.55	1,434,604,813	35.98	1,610,297,505	10.50
1115.-MCI	31,448,846	0.28	9,500,000	0.24	40,948,846	0.27
1116.- M.ENV.	44,974,186	0.40	10,570,417	0.27	55,544,603	0.36
1117.-M.TOURISME	27,766,715	0.24	26,516,247	0.66	54,282,962	0.35
<b>SECTEUR POLITIQUE</b>	<b>2,485,310,243</b>	<b>21.91</b>	<b>403,354,266</b>	<b>10.12</b>	<b>2,888,664,508</b>	<b>18.84</b>
1211.-M.JUSTICE	980,774,438	8.64	172,830,150	4.33	1,153,604,588	7.52
1212.-MHAVE	17,722,978	0.16	4,457,599	0.11	22,180,577	0.14
1213.-MAE	695,018,648	6.13	3,516,012	0.09	698,534,660	4.56
1214.-PRESIDENCE	416,950,055	3.63	53,641,821	1.35	470,591,876	3.07
1215.-BPM	229,583,664	2.02	132,009,684	3.31	361,593,348	2.36
1216.-MCIT	145,260,460	1.28	36,899,000	0.93	182,159,460	1.19
<b>SECTEUR SOCIAL</b>	<b>2,059,634,140</b>	<b>18.15</b>	<b>722,053,604</b>	<b>18.11</b>	<b>2,781,687,745</b>	<b>18.13</b>
1311.-MENJS	1,372,140,718	12.09	367,938,622	9.23	1,740,079,340	11.34
1312.-MAS	86,358,521	0.76	228,460,589	5.73	314,819,110	2.05
1313.-MSPP	587,692,108	5.18	121,654,393	3.05	709,346,501	4.63
1314.-MCFDF	13,442,793	0.12	4,000,000	0.10	17,442,793	0.11
<b>SECTEUR CULTUREL</b>	<b>180,463,007</b>	<b>1.59</b>	<b>99,709,559</b>	<b>2.50</b>	<b>280,172,566</b>	<b>1.83</b>
1411.-MC	58,684,792	0.52	5,000,000	0.13	63,684,792	0.42
1412.-MCC	121,778,215	1.07	94,709,559	2.38	216,487,774	1.41
<b>AUTRES ADM</b>	<b>4,749,468,421</b>	<b>41.84</b>	<b>772,492,858</b>	<b>19.37</b>	<b>5,521,961,279</b>	<b>36.01</b>
1511.-INTERV	2,416,150,254	21.28	772,492,858	19.37	3,188,643,112	20.80
1512.-DETTE PUB	2,333,318,167	20.55	-	-	2,333,318,167	15.22
<b>POUVOIR LEGISLATIF</b>	<b>382,612,506</b>	<b>3.37</b>	<b>36,718,654</b>	<b>0.92</b>	<b>419,331,160</b>	<b>2.73</b>
2211.-SENAT	171,285,370	1.51	8,859,780	0.22	180,145,150	1.17
2212.-DEPUTES	211,327,136	1.86	27,858,874	0.70	245,186,010	1.56
<b>POUVOIR JUDICIAIRE</b>	<b>143,135,032</b>	<b>1.26</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>143,135,032</b>	<b>0.93</b>
3211.-CASSATION	10,329,819	0.09	-	-	10,329,819	0.07
3212.-C.D'APPEL	13,905,411	0.12	-	-	13,905,411	0.09
3213.-TRIBUNAUX	118,899,802	1.05	-	-	118,899,802	0.78
<b>INST. INDEP</b>	<b>331,915,514</b>	<b>2.93</b>	<b>29,037,789</b>	<b>0.73</b>	<b>360,953,303</b>	<b>2.35</b>
4111.-CSCCA	53,810,638	0.47	11,203,665	0.28	65,014,303	0.42
4211.-CEP	31,836,846	0.28	-	-	31,836,846	0.21
4212.-OPC	4,268,030	0.04	9,834,124	0.25	14,102,154	0.09
4311.-UEH	242,000,000	2.13	8,000,000	0.20	250,000,000	1.63
<b>TOTAL</b>	<b>11,345,593,669</b>	<b>100</b>	<b>3,987,657,118</b>	<b>100</b>	<b>15,333,250,787</b>	<b>100</b>

**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR**

EXERCICE 2002-2003

(EN GOURDES)

SECTEUR	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
ECONOMIQUE	1,066,865,443	9	1,935,494,054	49	3,002,359,497	20
POLITIQUE	3,047,162,657	27	449,907,044	11	3,497,069,701	23
SOCIAL	2,301,634,140	20	730,053,604	18	3,031,687,744	20
CULTUREL	180,463,007	2	99,709,559	3	280,172,566	2
AUTRES	4,749,468,421	42	772,492,858	19	5,521,961,279	36
<b>TOTAL</b>	<b>11,345,593,669</b>	<b>100</b>	<b>3,987,657,119</b>	<b>100</b>	<b>15,333,250,788</b>	<b>100</b>



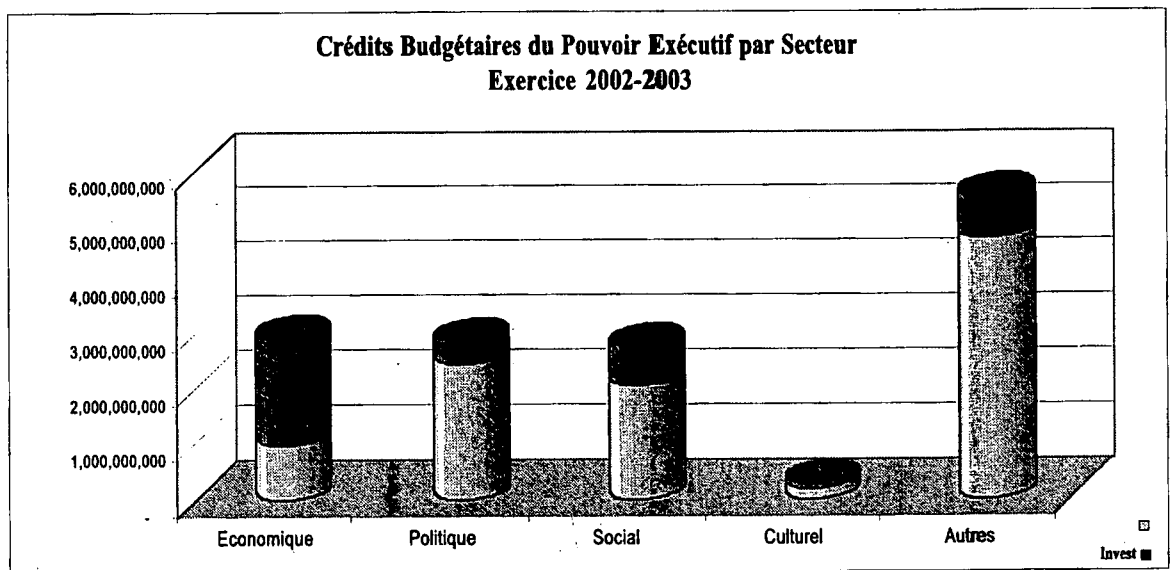
## ANNEXE III POUVOIR EXECUTIF

### CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR EXECUTIF PAR SECTEUR

EXERCICE 2002-2003

(en Gourdes)

SECTEUR	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
ECONOMIQUE	1,013,054,806	9.66	1,924,290,390	49.07	2,937,345,196	20.38
POLITIQUE	2,485,310,245	23.70	403,354,266	10.28	2,888,664,511	20.05
SOCIAL	2,059,634,142	19.64	722,053,604	18.41	2,781,687,746	19.30
CULTUREL	180,463,007	1.72	99,709,559	2.54	280,172,566	1.94
AUTRES	4,749,468,421	45.29	772,492,858	19.70	5,521,961,279	38.32
<b>TOTAL</b>	<b>10,487,930,621</b>	<b>100.00</b>	<b>3,921,900,677</b>	<b>100.00</b>	<b>14,409,831,298</b>	<b>100.00</b>



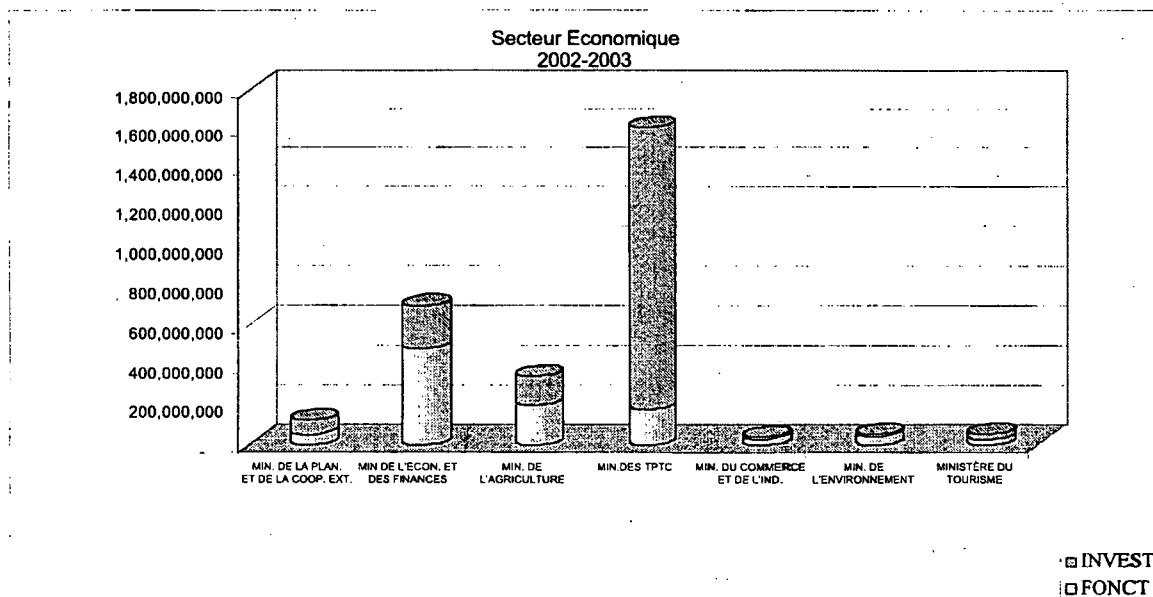
## ANNEXE III.1

### SECTEUR ECONOMIQUE

## CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR EXECUTIF PAR MINISTERE

### 11.- SECTEUR ECONOMIQUE

MINISTÈRE	2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL
MIN. DE LA PLAN. ET DE LA COOP. EXT.	50,704,010	72,317,434	123,021,444
MIN DE L'ECON. ET DES FINANCES	482,453,438	222,034,992	704,488,430
MIN. DE L'AGRICULTURE	200,014,917	148,746,486	348,761,404
MIN. DES TPTC	175,692,693	1,434,604,813	1,610,297,506
MIN. DU COMMERCE ET DE L'IND.	31,448,847	9,500,000	40,948,846
MIN. DE L'ENVIRONNEMENT	44,974,186	10,570,417	55,544,603
MINISTÈRE DU TOURISME	27,766,715	26,516,247	54,282,962
<b>TOTAL</b>	<b>1,013,054,806</b>	<b>1,924,290,390</b>	<b>2,937,345,196</b>



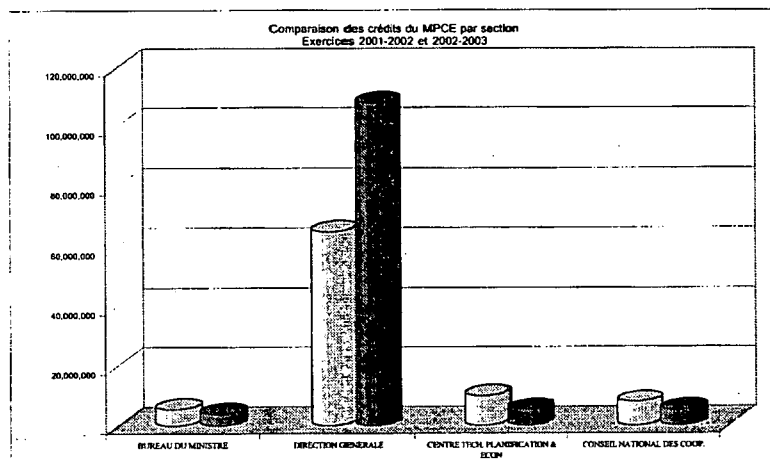


1111

## MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE

RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION  
EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	5,508,628.00	-	5,508,628	3,949,297	-	3,949,297
DIRECTION GENERALE	44,976,859.00	20,375,642.00	65,352,501	36,121,316	72,317,434	108,438,750
CENTRE TECH. PLANIFICATION & ECON	7,536,626.00	2,500,000	10,036,626	5,394,811	-	5,394,811
CONSEIL NATIONAL DES COOP.	6,881,956.00	1,000,000	7,881,956	5,238,586	-	5,238,586
<b>TOTAL</b>	<b>64,904,069.00</b>	<b>23,875,642</b>	<b>88,779,711</b>	<b>50,704,010</b>	<b>72,317,434</b>	<b>123,021,444</b>

CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE  
(En Gourdes)

<b>1111-MINISTÈRE DE LA PLAN. ET DE LA COOP. EXT.</b>	<b>50,704,011</b>
<b>1111-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>3,949,297</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	3,454,273
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	382,116
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATÉRIELS	112,909
<b>1111-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>36,121,316</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	33,003,460
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,374,033
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATÉRIELS	743,823
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000
<b>1111-2-13 CENTRE DE TECH. DE PLAN. &amp; D'ECO. APPL.</b>	<b>5,394,811</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	2,987,473
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,091,765

	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	100,574
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	200,000
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	15,000
<b>1111-2-14</b>	<b>CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES</b>	<b>5,238,586</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	4,112,976
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	645,937
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	336,673
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	143,000

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

<b>1111 - MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE</b>		<b>72,317,433.67</b>
1111-1-12-50	PROGRAMME DE RECHERCHE	68,017,433.67
1111-1-12-51	PROGRAMME D'URGENCE/MPCE	4,300,000.00

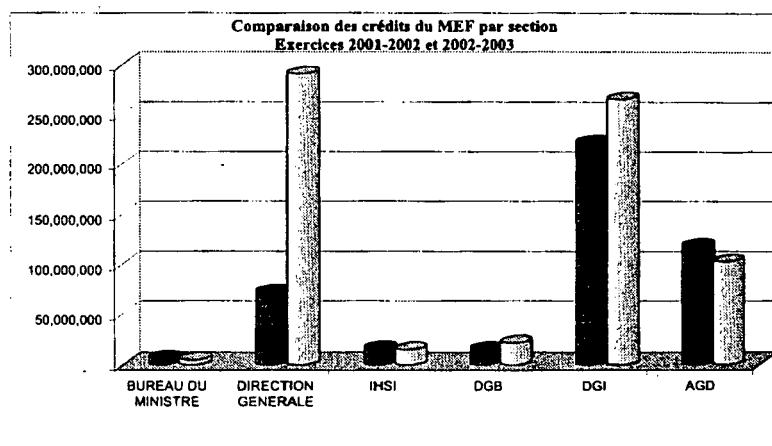
1112

## MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

## RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION

EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	6,751,907	-	6,751,907	5,304,719	-	5,304,719
DIRECTION GENERALE	67,346,379	5,250,000	72,596,379	69,522,362	222,034,992	291,557,354
IHSI	16,617,712	-	16,617,712	15,464,328	-	15,464,328
DGB	15,704,579	-	15,704,579	22,153,794	-	22,153,794
DGI	222,280,295	-	222,280,295	266,474,659	-	266,474,659
AGD	118,620,296	-	118,620,296	103,533,576	-	103,533,576
<b>TOTAL</b>	<b>447,321,168</b>	<b>5,250,000</b>	<b>452,571,168</b>	<b>482,453,438</b>	<b>222,034,992</b>	<b>704,488,430</b>



## CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE

(En Gourdes)

<b>1112- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES</b>	<b>482,453,438</b>
<b>1112-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>5,304,719</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	4,631,333
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	458,111
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATÉRIELS	215,275
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1112-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>69,522,362</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	42,419,130
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6,401,303
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATÉRIELS	4,996,642
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	4,106,118
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	11,599,169

<b>1112-2-13</b>	<b>IHSI</b>	<b>15,464,328</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	13,438,432
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	848,003
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	777,892
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	400,000
<b>1112-2-14</b>	<b>DIRECTION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>22,153,794</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	11,633,894
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,656,314
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,882,829
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,370,000
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,610,758
<b>1112-2-15</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES IMPOTS</b>	<b>266,474,659</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	201,877,760
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	23,710,953
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	15,485,778
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	23,738,893
	7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	900,000
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	761,276
<b>1112-2-16</b>	<b>ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES</b>	<b>103,533,576</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	86,819,633
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7,743,597
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	5,553,094
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	2,467,252
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	950,000

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

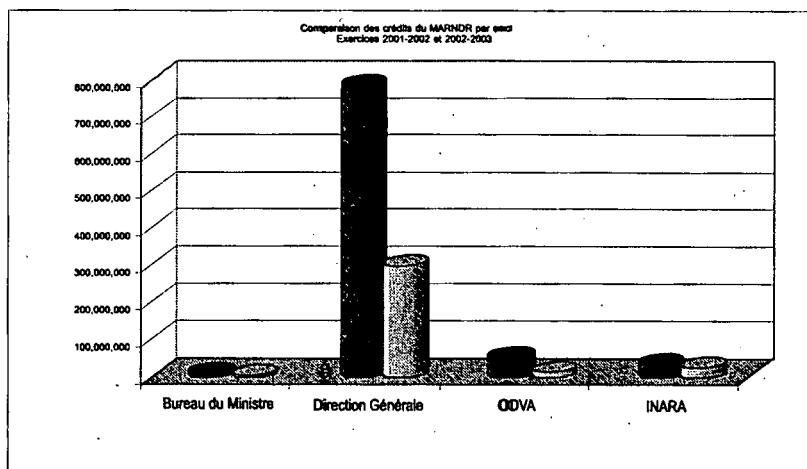
<b>1112</b>	<b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>	<b>222,034,991.90</b>
	1112-1-12-50 PROGRAMME D'APPUI INSTITUTIONNEL	222,034,991.90

1113

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESS. NATURELLES ET DU DÉV. RURAL

### RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	10,711,100	-	10,711,100	6,219,505	-	6,219,505
DIRECTION GENERALE	202,288,900	582,830,192	785,119,092	159,846,737	138,746,487	298,593,224
ODVA	14,798,000	39,331,250	54,129,250	16,105,649	-	16,105,649
INARA	26,589,289	10,651,000	37,240,289	17,843,026	10,000,000	27,843,026
<b>TOTAL</b>	<b>254,387,289</b>	<b>632,812,442</b>	<b>887,199,731</b>	<b>200,014,917</b>	<b>148,746,487</b>	<b>348,761,404</b>



### CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE (En Gourdes)

<b>1113 -MINISTERE DE L'AGR. DES RES. NAT.&amp; DU DEV. RUR.</b>	<b>200,014,917</b>
<b>1113-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>6,219,505</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	5,190,167
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	93,360
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	263,767
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	672,212
<b>1113-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>159,846,737</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	117,018,891
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,522,655
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	15,260,302
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	7,114,400
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	14,930,489

<b>1113-2-13</b>	<b>ODVA</b>	<b>16,105,649</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	13,568,220
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	537,429
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,000,000
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000
<b>1113-2-14</b>	<b>INARA</b>	<b>17,843,026</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	13,000,000
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,158,704
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,754,322
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,930,000

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

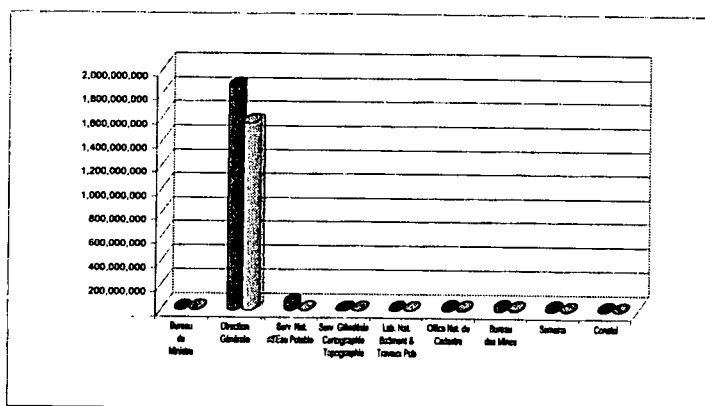
<b>1113 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL</b>	<b>148,746,486.35</b>
1113-1-12-50 REFORME AGRAIRE	10,000,000.00
1113-1-12-51 RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE	138,746,486.35

1114

## MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

### RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	9,068,488	-	9,068,488	8,898,703	-	8,898,703
DIRECTION GENERALE	144,913,473	1,716,318,823	1,861,232,296	124,289,173	1,434,604,813	1,558,893,986
SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE	4,506,667	56,059,472	60,566,139	4,689,209	-	4,689,209
SERV.GEODESIE CARTOGRAPHIE TOPOGRAPHIE	4,571,778	-	4,571,778	3,728,993	-	3,728,993
LAB. NATIONAL BATIMENT ET TRAVAUX PUB	5,196,263	-	5,196,263	4,463,661	-	4,463,661
OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	13,431,663	2,500,000	15,931,663	10,430,470	-	10,430,470
BUREAU DES MINES	14,174,643	7,050,000	21,224,643	11,245,476	-	11,245,476
SEMANA	4,769,982	11,800,000	16,569,982	4,204,700	-	4,204,700
CONATEL	7,153,739	-	7,153,739	3,742,308	-	3,742,308
<b>TOTAL</b>	<b>207,786,696</b>	<b>1,793,728,295</b>	<b>2,001,514,991</b>	<b>175,692,693</b>	<b>1,434,604,813</b>	<b>1,610,297,506</b>



### CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE (En Gourdes)

<b>1114-MINISTÈRE DES TRAV. PUB. TRANSP. &amp; COMM.</b>	<b>175,692,692</b>
1114-1-11 BUREAU DU MINISTRE	8,898,703
1-DEPENSES DE PERSONNEL	6,484,084
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,859,631
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	288,717
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC., INDEMNISATIONS	266,271
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	
1114-1-12 DIRECTION GENERALE	124,289,173
1-DEPENSES DE PERSONNEL	84,440,000
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	15,447,331
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	16,482,891
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	2,000,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,918,951

<b>1114-2-13</b>	<b>SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE</b>	<b>4,689,209</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	4,322,637
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	203,571
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	163,000
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0
<b>1114-2-14</b>	<b>SERVICE DE GEODESIE, CART. &amp; TOPOGR.</b>	<b>3,728,993</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	1,730,032
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	240,170
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	58,791
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,700,000
<b>1114-2-15</b>	<b>LABO.E NATIONAL DU BATIMENT &amp; DES TRAV.PUBL.</b>	<b>4,463,661</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	2,552,261
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	125,000
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	125,400
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,661,000
<b>1114-2-16</b>	<b>OFFICE NATIONAL DU CADASTRE</b>	<b>10,430,470</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	8,588,412
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	239,648
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	602,410
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000
<b>1114-2-19</b>	<b>BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE</b>	<b>11,245,476</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	9,565,742
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	598,897
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	424,197
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	656,640
<b>1114-2-17</b>	<b>SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION D'HAITI</b>	<b>4,204,700</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	2,647,583
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	125,000
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	217,694
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,214,422
<b>1114-2-18</b>	<b>CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS</b>	<b>3,742,308</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	2,437,308
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	180,000
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	125,000
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

<b>1114</b>	<b>MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</b>	<b>1,434,604,812.71</b>
1114-1-12-50	BICENTENAIRE DE LA BATAILLE DE VERTIERES	20,000,000.00
1114-1-12-52	BICENTENAIRE DE LA CREATION DU DRAPEAU	41,530,384.40
1114-1-12-53	CONSTRUCTION DE MARCHES	47,250,995.95
1114-1-12-54	DRAINAGE URBAIN	111,300,000.00
1114-1-12-55	INFRASTRUCTURES ROUTIERES	828,076,749.61
1114-2-19-56	MINE ET ENERGIE	—
1114-1-12-57	PLACES PUBLIQUES	145,465,108.58
1114-1-12-58	ROUTES URBAINES	61,598,932.20
1114-1-12-59	PROGRAMME D'URGENCE/MTPTC	179,382,641.97



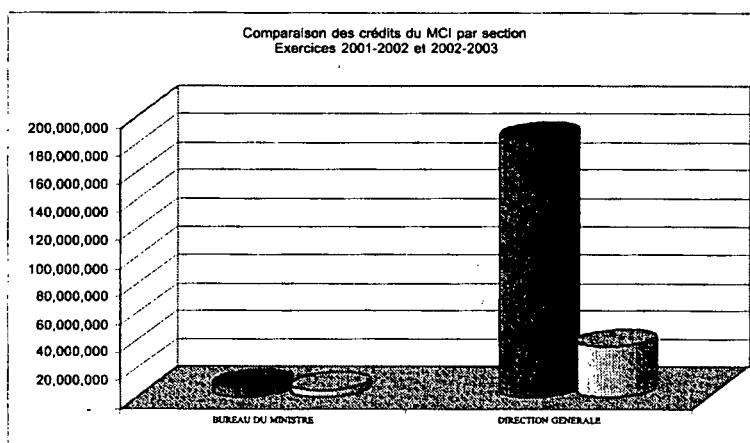
1115

## MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

## RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION

EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	6,142,734	-	6,324,509	4,716,939	-	4,716,939
DIRECTION GENERALE	31,310,241	152,067,100	183,377,341	26,731,908	9,500,000	36,231,908
<b>TOTAL</b>	<b>37,452,975</b>	<b>152,067,100</b>	<b>189,701,850</b>	<b>31,448,847</b>	<b>9,500,000</b>	<b>40,948,847</b>



## CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE (En Gourdes)

<b>1115-MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE</b>	<b>31,448,846</b>
<b>1115-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>4,716,939</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	4,315,330
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	50,000
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	351,609
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1115-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>26,731,908</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	24,360,775
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,283,011
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	291,348
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	580,774
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	216,000

## CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME

<b>1115 MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE</b>	<b>9,500,000.00</b>
1115-1-12-50 PROTECTION SOCIALE	9,500,000.00

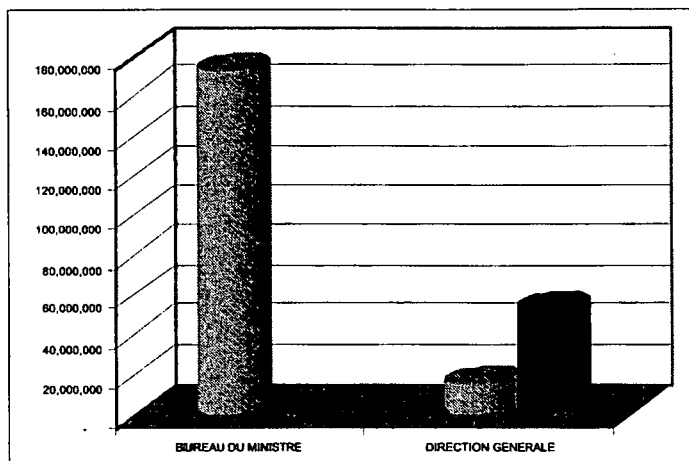
1116

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION

EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	3,386,475	169,350,020	172,736,495	2,677,000	-	2,677,000
DIRECTION GENERALE	15,467,964	-	15,467,964	42,297,186	10,570,417	52,867,603
OSAMH	-	1,000,000	1,000,000	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>18,854,439</b>	<b>170,350,020</b>	<b>189,204,459</b>	<b>44,974,186</b>	<b>10,570,417</b>	<b>55,544,603</b>



## CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE (En Gourdes)

<b>1116 - MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>44,974,186</b>
<b>1116-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>2,677,000</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	2,629,000
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	48,000
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	0
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1116-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>42,297,186</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	38,403,789
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	925,940
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2,218,882
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	145,000
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	428,436
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	175,138

## CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME

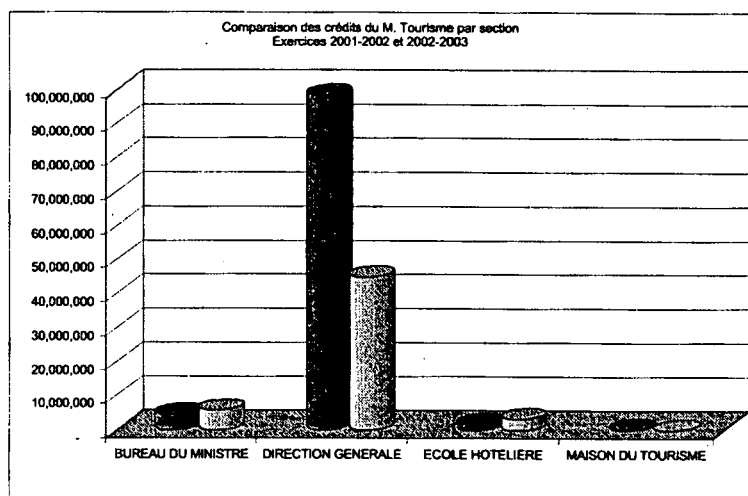
<b>1116 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>10,570,416.65</b>
1116-1-12-50 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	10,570,416.65

1117

## MINISTÈRE DU TOURISME

RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION  
EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	4,448,437	-	4,448,437	5,845,471	-	5,845,471
DIRECTION GENERALE	18,129,929	80,367,319	98,497,248	18,579,994	26,516,247	45,096,241
ECOLE HOTELIERE	1,784,000	-	1,784,000	3,341,250	-	3,341,250
MAISON DU TOURISME	318,500	-	318,500	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>24,680,866</b>	<b>80,367,319</b>	<b>105,048,185</b>	<b>27,766,715</b>	<b>26,516,247</b>	<b>54,282,962</b>

CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE  
(En Gourdes)

<b>1117- MINISTERE DU TOURISME</b>	<b>27,766,715</b>
<b>1117-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>5,845,471</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	4,059,830
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,000,000
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	185,641
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC., INDEMNISATIONS	600,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1117-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>18,579,994</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	14,079,994
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,500,000
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,000,000
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	2,000,000

<b>1117-2-11</b>	<b>ECOLE HOTELIERE</b>	<b>3,341,250</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	2,693,250
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	168,000
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	480,000
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0
<b>1117-2-12</b>	<b>MAISON DU TOURISME</b>	<b>0</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	0
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	0
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

<b>1117</b>	<b>MINISTERE DU TOURISME</b>	<b>26,516,247.03</b>
1117-1-12-50	RENFORCEMENT SECTEUR TOURISTIQUE	26,516,247.03

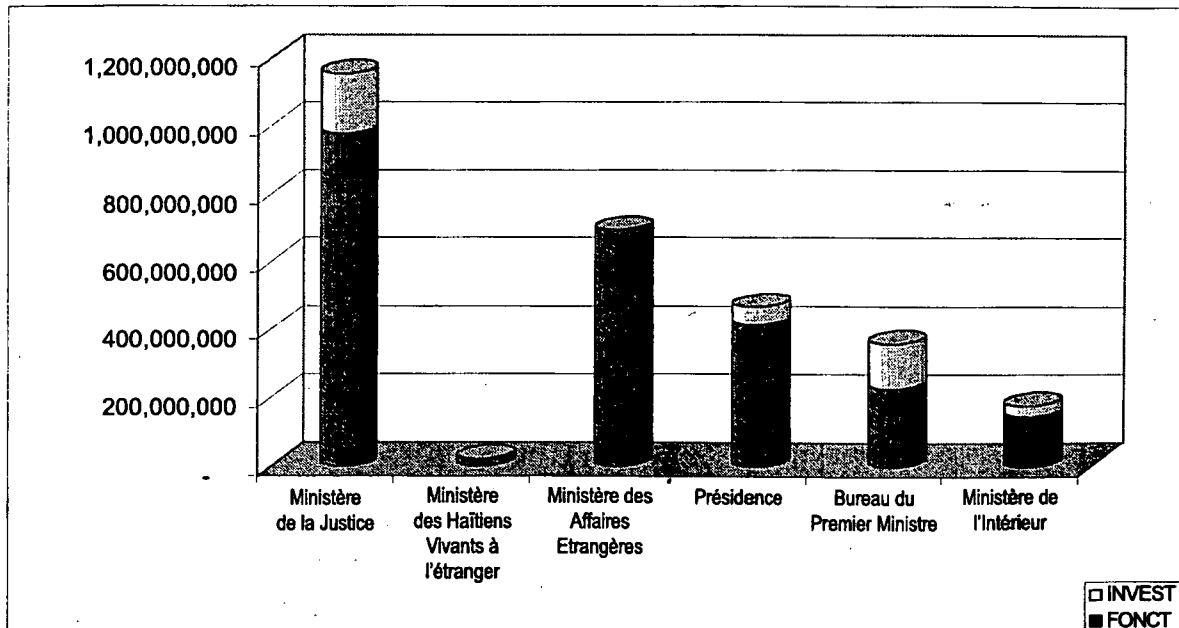
## ANNEXE III.2

### SECTEUR POLITIQUE

### CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR EXECUTIF PAR MINISTERE

#### 12 - SECTEUR POLITIQUE

MINISTÈRE	2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	980,774,439	172,830,150	1,153,604,589
MIN. DES HAÏTIENS VIVANT À L'ETRANGER	17,722,978	4,457,599	22,180,577
MIN. DES AFFAIRES ETRANGÈRES	695,018,648	3,516,012	698,534,660
PRÉSIDENTE	416,950,055	53,641,821	470,591,876
BUREAU DU PREMIER MINISTRE	229,583,665	132,009,684	361,593,349
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	145,260,460	36,899,000	182,159,460
<b>TOTAL</b>	<b>2,485,310,245</b>	<b>403,354,266</b>	<b>2,888,664,511</b>

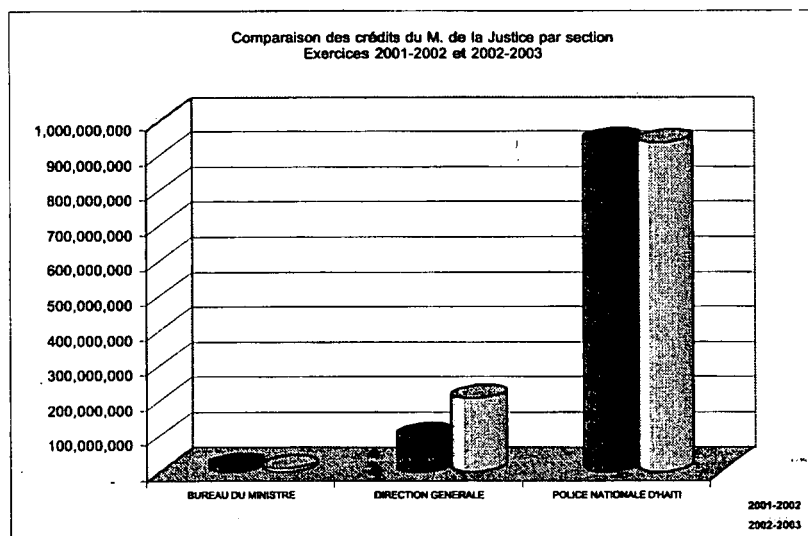


1211

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION  
EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	12,715,294	-	12,715,294	8,244,576	-	8,244,576
DIRECTION GENERALE	77,843,056	23,789,083	101,632,139	58,426,565	149,830,150	208,256,715
POLICE NATIONALE D'HAÏTI	868,253,387	71,810,917	940,064,304	914,103,298	23,000,000	937,103,298
<b>TOTAL</b>	<b>958,811,737</b>	<b>95,600,000</b>	<b>1,054,411,737</b>	<b>980,774,439</b>	<b>172,830,150</b>	<b>1,153,604,589</b>

CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE  
(En Gourdes)

<b>1211-MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b>	<b>980,774,438</b>
<b>1211-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>8,244,576</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	7,626,774
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	406,980
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATÉRIELS	160,821
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	50,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1211-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>58,426,565</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	38,942,528
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,460,754
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATÉRIELS	5,811,352
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	5,000,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7,211,931

<b>1211-2-16</b>	<b>POLICE NATIONALE D'HAITI</b>	<b>914,103,298</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	637,144,109
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	14,529,441
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	111,159,367
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	22,105,343
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,319,830
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	127,845,208

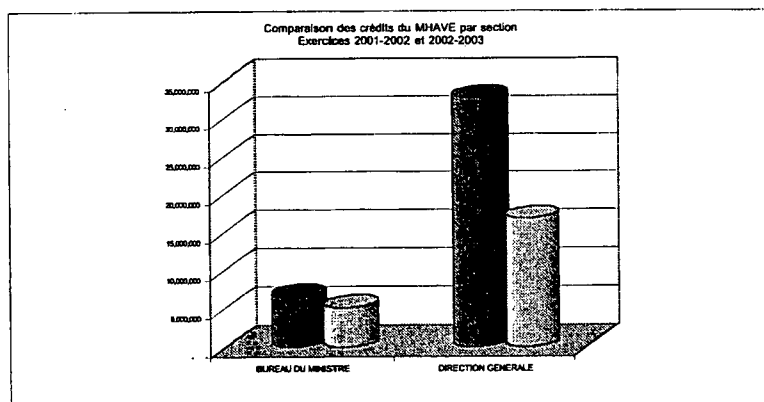
**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

<b>1211</b>	<b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>	<b>172,830,149.78</b>
1211-1-12-50	PROGRAMME D'URGENCE JUSTICE	94,830,149.78
1211-1-12-51	FORMATION DES AGENTS DE LA PNH	23,000,000.00
1211-1-12-52	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE JUSTICE	55,000,000.00

**1212**  
**MINISTÈRE DES HAÏTIENS VIVANTS À L'ÉTRANGER**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION**  
**EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	6,549,000	-	6,549,000	5,291,713	-	5,291,713
DIRECTION GENERALE	12,896,994	20,000,000	32,896,994	12,431,265	4,457,599	16,888,864
<b>TOTAL</b>	<b>19,445,994</b>	<b>20,000,000</b>	<b>39,445,994</b>	<b>17,722,978</b>	<b>4,457,599</b>	<b>22,180,577</b>



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE**  
**(En Gourdes)**

<b>1212- MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER</b>	<b>17,722,978</b>
<b>1212-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>5,291,713</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	4,039,257
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	240,904
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	211,551
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	800,000
<b>1212-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>12,431,265</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	7,966,122
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,233,633
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	262,565
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	734,494
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,234,451

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

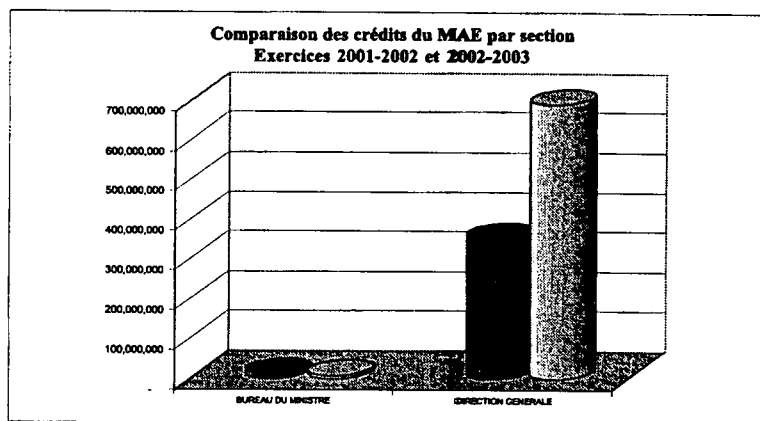
<b>1212 MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER</b>	<b>4,457,598.89</b>
1212-1-12-50 PROGRAMME D'URGENCE MHAVE	4,457,598.89



**1213**  
**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION**  
**EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	10,187,250	-	10,187,250	7,278,546	-	7,278,546
DIRECTION GENERALE	343,587,163	8,025,000	351,612,163	687,740,102	3,516,012	691,256,114
<b>TOTAL</b>	<b>353,774,413</b>	<b>8,025,000</b>	<b>361,799,413</b>	<b>695,018,648</b>	<b>3,516,012</b>	<b>698,534,660</b>



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE (En Gourdes)**

<b>1213-MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES</b>	<b>695,018,648</b>
<b>1213-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>7,278,546</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	4,880,271
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,198,275
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATÉRIELS	200,000
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1213-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>687,740,102</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	22,752,420
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,500,000
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATÉRIELS	964,305
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	270,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	660,253,377

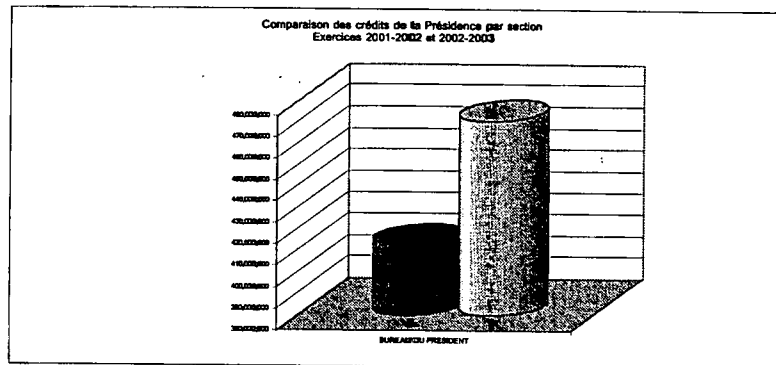
**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

<b>1213 MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES</b>	<b>3,516,012.00</b>
1213-1-12-50 PROGRAMME D'URGENCE MAE	2,500,000.00
1213-1-12-51 IMMOBILISATION MAE	1,016,012.00

**1214  
LA PRÉSIDENTE**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES  
EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU PRESIDENT	412,629,448	-	412,629,448	416,950,055	53,641,821	470,591,876
<b>TOTAL</b>	<b>412,629,448</b>	<b>-</b>	<b>412,629,448</b>	<b>416,950,055</b>	<b>53,641,821</b>	<b>470,591,876</b>



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE  
(En Gourdes)**

<b>1214- LA PRESIDENCE</b>		<b>416,950,055</b>
<b>1214-1-11 BUREAU DU PRESIDENT</b>		<b>416,950,055</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL		42,387,256
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES		2,565,000
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS		2,291,465
4-IMMOBILISATION CORPORELLE		480,000
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS		940,490
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES		368,285,844

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

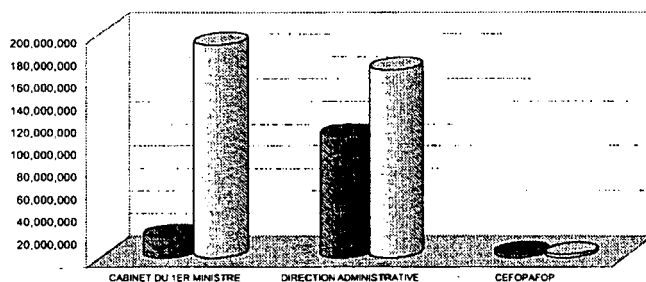
<b>1214 - PRESIDENCE</b>		<b>53,641,820.93</b>
1214-1-11-50 PROGRAMME D'URGENCES/PRESIDENCE		53,641,820.93

**1215**  
**BUREAU DU PREMIER MINISTRE**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION**  
**EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
CABINET DU 1ER MINISTRE	18,431,719	-	18,431,719	190,786,761	-	190,786,761
DIRECTION ADMINISTRATIVE	68,646,469	39,862,500	108,508,969	36,340,896	132,009,684	168,350,580
CEFOPAFOP	3,253,540	-	3,253,540	2,456,008	-	2,456,008
<b>TOTAL</b>	<b>90,331,728</b>	<b>39,862,500</b>	<b>130,194,228</b>	<b>229,583,665</b>	<b>132,009,684</b>	<b>361,593,349</b>

Comparaison des crédits du BPM par section  
Exercices 2001-2002 et 2002-2003



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE (En Gourdes)**

<b>1215-BUREAU DU PREMIER MINISTRE</b>	<b>229,583,664</b>
<b>1215-1-11 BUREAU DU PREMIER MINISTRE</b>	<b>190,786,761</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	13,218,501
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,211,831
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	446,229
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	174,910,200
<b>1215-1-12 ADMINISTRATION GENERALE</b>	<b>36,340,896</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	9,794,276
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,101,734
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	941,314
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	3,400,000
5-IMMOBILISATION INCORPORELLES	375,000
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	2,442,857
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	16,285,714
<b>1215-2-14 CEFOPAFOP</b>	<b>2,456,008</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	1,885,167
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	125,000
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	246,688
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	199,153

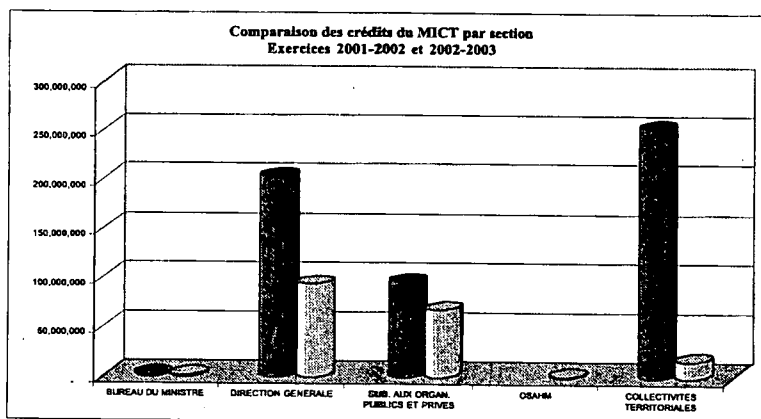
**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

<b>1215 BUREAU DU PREMIER MINISTRE</b>	<b>132,009,683.79</b>
1215-1-12-50 PROGRAMME D'URGENCE/BPM	132,009,683.79

**1216**  
**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION**  
**EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	1,741,080	-	1,741,080	1,590,064	-	1,590,064
DIRECTION GENERALE	57,831,179	145,236,850	203,068,029	57,098,458	36,899,000	93,997,458
SUB. AUX ORGAN. PUBLICS ET PRIVES	97,000,000	-	97,000,000	68,771,938	-	68,771,938
OSAHM				1,000,000		1,000,000
COLLECTIVITES TERRITORIALES	-	253,347,743	253,347,743	16,800,000	-	16,800,000
<b>TOTAL</b>	<b>156,572,259</b>	<b>398,584,593</b>	<b>555,156,852</b>	<b>145,260,460</b>	<b>36,899,000</b>	<b>182,159,460</b>



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE**  
**(En Gourdes)**

<b>1216-MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR</b>	<b>145,260,460</b>
<b>1216-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>1,590,064</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	1,498,984
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	91,080
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATÉRIELS	0
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	
<b>1216-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>57,098,458</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	38,186,560
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7,637,753
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATÉRIELS	5,674,146
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	4,600,000
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC., INDEMNISATIONS	1,000,000
<b>1216-2-14 SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PUBLICS ET PRIVES</b>	<b>68,771,938</b>
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC., INDEMNISATIONS	68,771,938

<b>1216-2-15</b>	<b>OSAHM</b>	<b>1,000,000</b>
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	<b>1,000,000</b>
<b>1216-2-16</b>	<b>DELEGATIONS</b>	<b>16,800,000</b>
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	<b>16,800,000</b>

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

<b>1216</b>	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>36,899,000.21</b>
1216-1-12-50	PROGRAMME D'URGENCE/MICT	20,549,000.21
1216-1-12-51	CONSTRUCTION BATIMENT PUBLIQUE	16,350,000.00

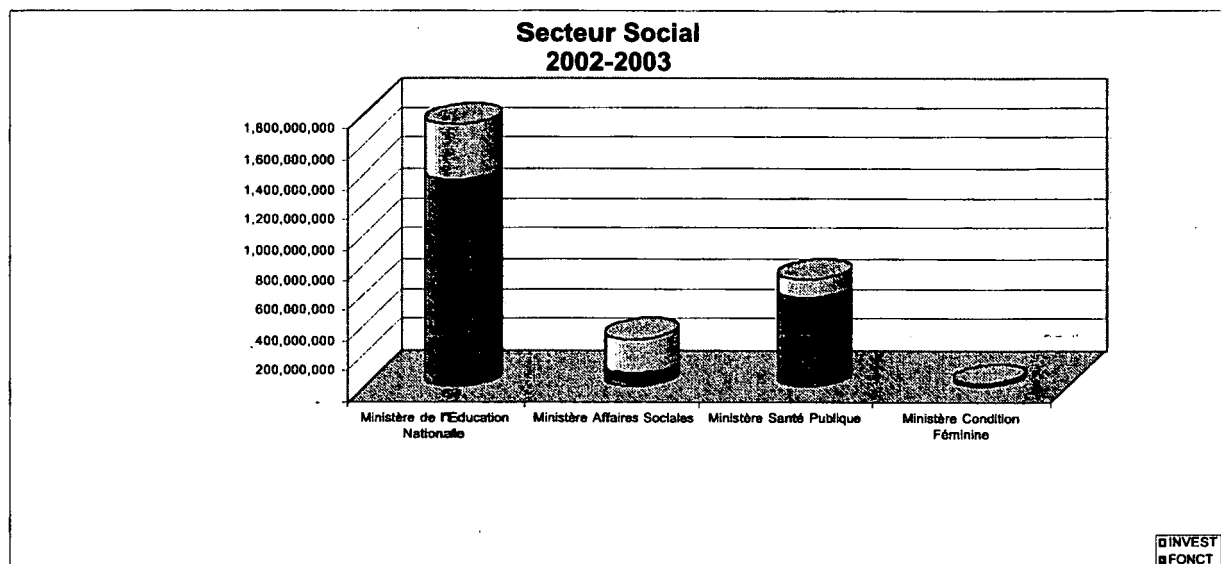
## ANNEXE III.3

### SECTEUR SOCIAL

### CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR EXECUTIF PAR MINISTERE

#### 13 SECTEUR SOCIAL

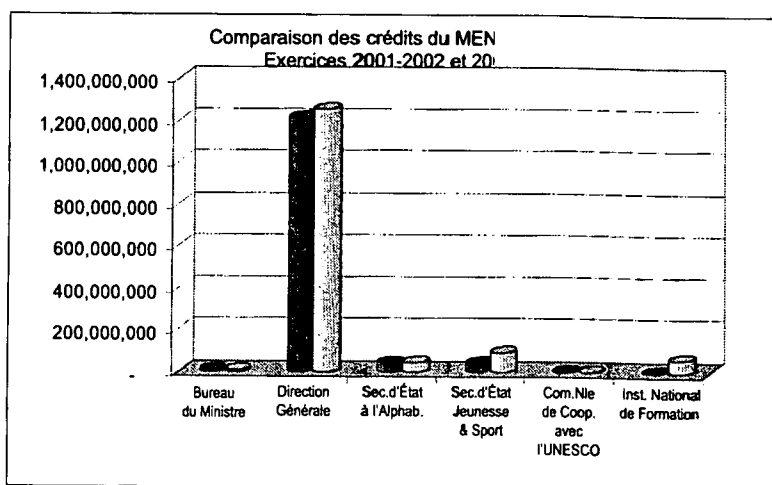
MINISTÈRE	2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL
MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE	1,372,140,720	367,938,622	1,740,079,342
MINISTÈRE AFFAIRES SOCIALES	86,358,521	228,460,589	314,819,110
MINISTÈRE SANTÉ PUBLIQUE	587,692,108	121,654,393	709,346,501
MINISTÈRE CONDITION FÉMININE	13,442,793	4,000,000	17,442,793
<b>TOTAL</b>	<b>2,059,634,140</b>	<b>722,053,604</b>	<b>2,781,687,746</b>



**1311**  
**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION**  
**EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	8,629,343	-	8,629,343	4,787,553	-	4,787,553
DIRECTION GENERALE	1,216,930,818	623,070,198	1,255,469,642	1,166,049,421	367,938,622	1,533,988,043
SEC.D'ETAT A L'ALPHAB.	45,114,402	53,683,842	46,046,702	25,659,111	-	25,659,111
SEC.D'ETAT JEUNESSE & SPORT	42,907,143	39,000,000	93,466,243	110,949,678	-	110,949,678
COM.NLE DE COOP. AVEC L'UNESCO	3,508,731	-	4,096,439	2,617,537	-	2,617,537
INST.NATIONAL DE FORMATION	-	5,000,000	61,994,920	62,077,420	-	62,077,420
<b>TOTAL</b>	<b>1,317,090,437</b>	<b>720,754,040</b>	<b>1,469,703,289</b>	<b>1,372,140,720</b>	<b>367,938,622</b>	<b>1,740,079,342</b>



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE**  
**(En Gourdes)**

<b>1311 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATION. JEUNES/SPORTS</b>	<b>1,372,140,718</b>
<b>1311-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>4,787,553</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	2,287,553
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,500,000
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATÉRIELS	0
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1311-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>1,166,049,421</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	1,012,908,878

	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	12,500,000
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	6,834,478
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	34,646,038
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8,425,672
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	90,734,355
<b>1311-2-13</b>	<b>SECRETARIE D'ETAT A L'ALPHABETISATION</b>	<b>25,659,111</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	15,306,025
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,101,786
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,418,921
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	4,014,705
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	537,673
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,280,000
<b>1311-2-14</b>	<b>SECRETARIE D'ETAT A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS</b>	<b>110,949,678</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	62,971,811
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,470,139
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,618,678
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	468,839
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	703,502
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	41,716,709
<b>1311-2-15</b>	<b>COMMIS. NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO</b>	<b>2,617,537</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	2,127,584
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	286,214
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	203,739
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	
<b>1311-2-17</b>	<b>INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>62,077,420</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	56,834,412
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,873,449
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2,127,210
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,037,841
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	204,508

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

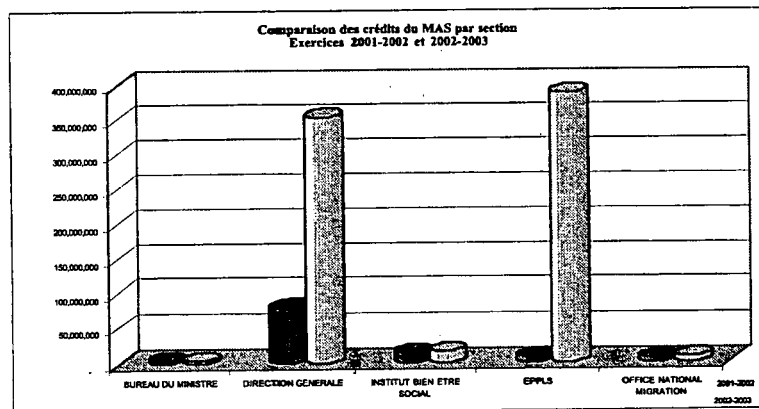
<b>1311</b>	<b>MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>	<b>367,938,621.83</b>
	1311-1-12-50 INFRASTRUCTURE SCOLAIRE	207,438,621.83
	1311-2-13-50 PROGRAMME D'ALPHABETISATION	160,500,000.00



**1312**  
**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION**  
**EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	4,911,940	-	4,911,940	3,778,450	-	3,778,450
DIRECTION GENERALE	80,789,878	272,850,000	353,639,878	57,289,152	228,460,589	285,749,741
INSTITUT BIEN ETRE SOCIAL	14,212,096	3,000,000	17,212,096	11,643,201	-	11,643,201
EPPLS	8,379,275	380,000,000	388,379,275	8,051,321	-	8,051,321
OFFICE NATIONAL MIGRATION	7,397,512	2,000,000	9,397,512	5,596,398	-	5,596,398
<b>TOTAL</b>	<b>115,690,701</b>	<b>657,850,000</b>	<b>773,540,701</b>	<b>86,358,521</b>	<b>228,460,589</b>	<b>314,819,110</b>



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE**  
(En Gourdes)

<b>1312-MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES</b>	<b>86,358,521</b>
<b>1312-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>3,778,450</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	3,336,828
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	300,000
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	141,622
<b>1312-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>57,289,152</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	40,415,723
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,856,791
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,661,844
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	6,176,521
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	3,703,098
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,475,175
<b>1312-2-13 INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL</b>	<b>11,643,201</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	9,686,629

	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	607,989
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	589,034
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	564,120
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	195,429
<b>1312-2-14</b>	<b>EPPLS</b>	<b>8,051,320</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	4,529,797
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	490,000
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	331,248
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	2,700,275
<b>1312-2-15</b>	<b>OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION</b>	<b>5,596,398</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	4,701,761
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	250,084
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	355,461
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	26,236
	5-IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	100,000
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	162,856

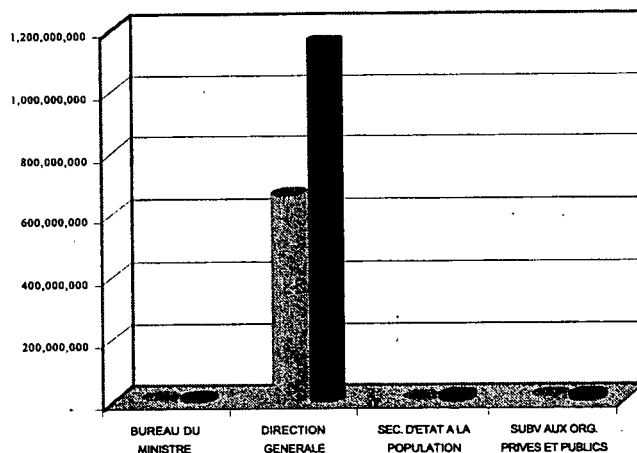
**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

<b>1312</b>	<b>MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES</b>	<b>228,460,588.96</b>
	1312-1-12-50 LOGEMENTS SOCIAUX	228,460,588.96

**1313**  
**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION**  
**EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	3,927,000	-	3,927,000	3,537,017	-	3,537,017
DIRECTION GENERALE	665,435,106	486,136,659	1,151,571,765	570,042,036	121,654,393	691,696,429
SEC. D'ETAT A LA POPULATION	7,433,215	6,516,000	13,949,215	6,082,517	-	6,082,517
SUBV AUX ORG. PRIVES ET PUBLICS	9,100,288	-	9,100,288	8,030,538	-	8,030,538
<b>TOTAL</b>	<b>685,895,609</b>	<b>492,652,659</b>	<b>1,178,548,268</b>	<b>587,692,108</b>	<b>121,654,393</b>	<b>709,346,501</b>



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE**  
**(En Gourdes)**

<b>1313-MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION</b>	<b>587,692,108</b>
<b>1313-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>3,537,017</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	3,537,017
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATÉRIELS	0
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0
<b>1313-1-12 DIRECTION GÉNÉRALE</b>	<b>570,042,036</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	463,129,619
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	19,344,431
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATÉRIELS	41,244,226
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	15,017,404
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC., INDEMNISATIONS	412,843
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	30,893,513
<b>1313-2-13 SECRETARIAT D'ÉTAT A LA POPULATION</b>	<b>6,082,517</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	4,936,950

2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	58,560
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	287,007
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	800,000
<b>1313-2-14-11 SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS</b>	<b>8,030,538</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	2,856,250
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	720,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,454,288

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

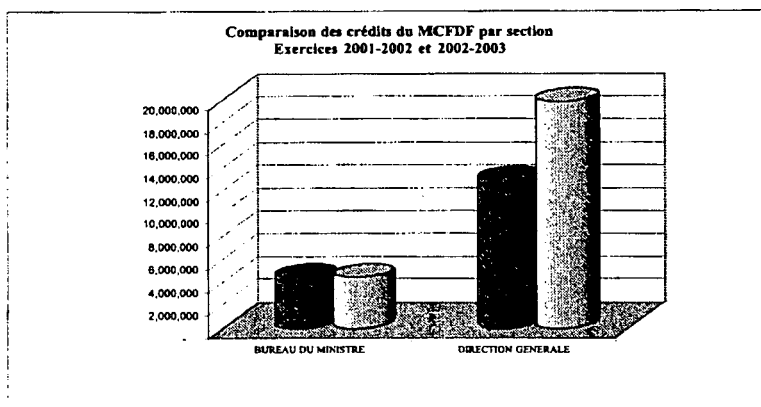
<b>1313 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION</b>	<b>121,654,393.47</b>
1313-1-12-50 INFRASTRUCTURES SANITAIRES	110,454,393.47
1313-1-12-51 PREVENTION SANITAIRE	9,200,000.00
1313-1-12-52 PROGRAMME D'URGENCE/MSP	2,000,000.00

1314

## MINISTÈRE À LA CONDITION FÉMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME

### RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	4,384,060	-	4,384,060	3,674,603	-	3,674,603
DIRECTION GENERALE	12,863,790	6,910,000	19,773,790	9,768,190	4,000,000	13,768,190
<b>TOTAL</b>	<b>17,247,850</b>	<b>6,910,000</b>	<b>24,157,850</b>	<b>13,442,793</b>	<b>4,000,000</b>	<b>17,442,793</b>



### CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE (En Gourdes)

<b>1314-MINISTERE A LA COND. FEM. AUX DROITS DE LA FEMME</b>	<b>13,442,793</b>
<b>1314-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>3,674,603</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	2,495,113
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	264,990
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	914,500
<b>1314-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>9,768,190</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	7,633,282
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,000,000
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,134,908
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0

### CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME

<b>1314 MINISTERE DE LA CONDITION FEMININE</b>	<b>4,000,000.00</b>
1314-1-12-50 PROGRAMME D'URGENCE/MCFDF	2,500,000.00
1314-1-12-51 JOURNEE INTNLE DE LA FEMME	1,500,000.00

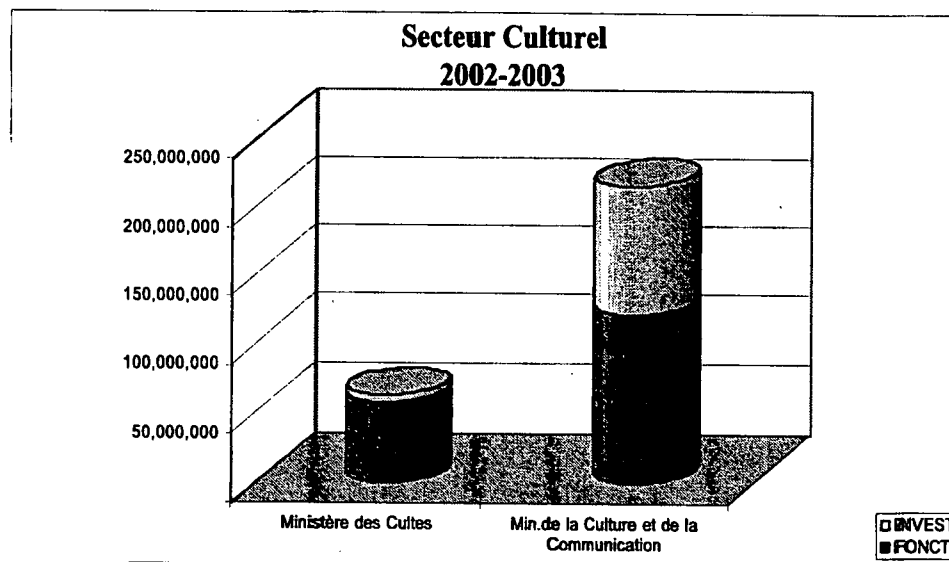
## ANNEXE III.4

### SECTEUR CULTUREL

### CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR EXECUTIF PAR MINISTERE

#### 14 SECTEUR CULTUREL

MINISTÈRE	2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL
MINISTÈRE DES CULTES	58,684,792	5,000,000	63,684,792
MIN.DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	121,778,215	94,709,559	216,487,774
<b>TOTAL</b>	<b>180,463,007</b>	<b>99,709,559</b>	<b>280,172,566</b>

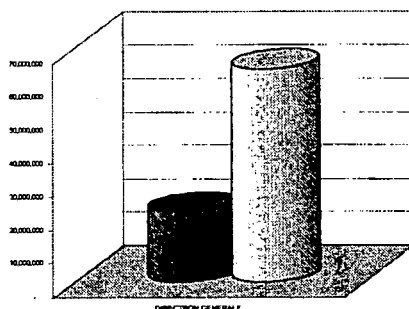


**1411**  
**MINISTÈRE DES CULTES**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES**  
**EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
DIRECTION GENERALE	20,965,282	-	20,965,282	58,684,792	5,000,000	63,684,792
<b>TOTAL</b>	<b>20,965,282</b>	<b>-</b>	<b>20,965,282</b>	<b>58,684,792</b>	<b>5,000,000</b>	<b>63,684,792</b>

Comparaison des crédits du Min. des Cultes par section  
Exercices 2001-2002 et 2002-2003



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE**  
**(EN GOURDES)**

<b>1411 MINISTÈRE DES CULTES</b>	<b>58,684,792</b>
<b>1411-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>58,684,792</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	9,466,580
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	623,498
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	689,239
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,500,000
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	43,922,143
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,483,332

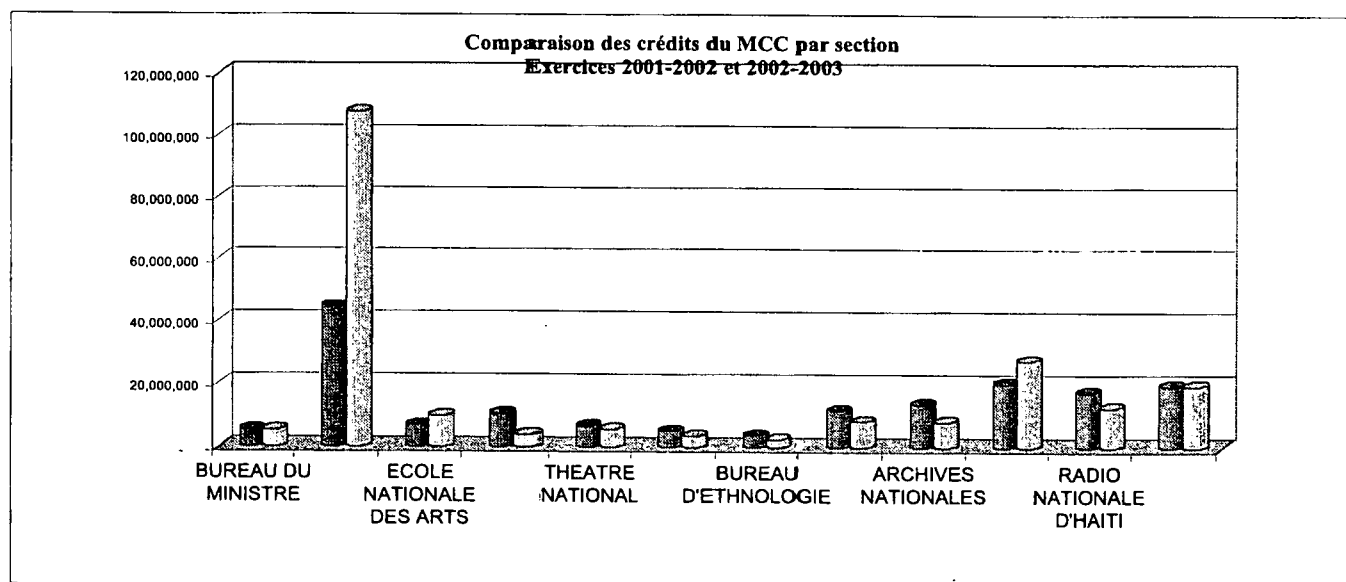
**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

<b>1411 MINISTÈRE DES CULTES</b>	<b>5,000,000.00</b>
1411-1-12-50 CONSTRUCTION CATHEDRALE DE JEREMIE	5,000,000.00

**1412**  
**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION**  
**EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
BUREAU DU MINISTRE	5,425,276	-	5,425,276	5,364,815	-	5,364,815
DIRECTION GENERALE	18,702,333	26,197,226	44,899,559	13,362,204	94,709,559	108,071,763
ECOLE NATIONALE DES ARTS	5,974,853	1,000,000	6,974,853	9,985,319	-	9,985,319
INST. DE SAUV. DU PATRIMOINE NAT	7,163,866	3,400,000	10,563,866	4,026,314	-	4,026,314
THEATRE NATIONAL	6,791,389	-	6,791,389	5,693,632	-	5,693,632
MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	4,534,975	700,000	5,234,975	3,600,151	-	3,600,151
BUREAU D'ETHNOLOGIE	2,772,914	1,102,000	3,874,914	2,630,954	-	2,630,954
BIBLIOTHEQUE NATIONALE	10,808,500	1,000,000	11,808,500	8,333,157	-	8,333,157
ARCHIVES NATIONALES	9,650,076	4,000,000	13,650,076	8,141,872	-	8,141,872
TELEVISION NATIONALE D'HAITI	20,714,460	-	20,714,460	27,843,255	-	27,843,255
RADIO NATIONALE D'HAITI	14,748,771	2,750,000	17,498,771	12,796,542	-	12,796,542
ACTIVITES CULTURELLES	20,000,000	-	20,000,000	20,000,000	-	20,000,000
<b>TOTAL</b>	<b>127,287,413</b>	<b>40,149,226</b>	<b>167,436,639</b>	<b>121,778,215</b>	<b>94,709,559</b>	<b>216,487,774</b>



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE**  
**(EN GOURDES)**

1412 MINISTÈRE DE LA CULTURE

1412-1-11 BUREAU DU MINISTRE

1-DÉPENSES DE PERSONNEL

2-DÉPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES

121,778,215

5,364,815

4,872,335

492,480



	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	0
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1411-1-12</b>	<b>DIRECTION GENERALE</b>	<b>13,362,204</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	7,541,581
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,172,084
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	827,155
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	809,385
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,012,000
<b>1412-2-13</b>	<b>ECOLE NATIONALE DES ARTS</b>	<b>9,985,319</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	6,748,785
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,000,000
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,236,534
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000
<b>1412-2-14</b>	<b>INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL</b>	<b>4,026,314</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	3,621,400
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	120,770
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	251,899
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	32,246
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
<b>1412-2-15</b>	<b>THEATRE NATIONAL</b>	<b>5,693,632</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	4,452,913
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	118,576
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	122,143
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000
<b>1412-2-16</b>	<b>MUSEE DU PANTHEON NATIONAL</b>	<b>3,600,151</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	2,753,567
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	117,257
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	229,327
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	500,000
<b>1412-2-17</b>	<b>BUREAU D'ETHNOLOGIE</b>	<b>2,630,954</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	1,600,500
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	700,000
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	30,454
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	300,000
<b>1412-2-18</b>	<b>BIBLIOTHEQUE NATIONALE</b>	<b>8,333,157</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	5,557,500
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	871,270
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	640,387
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,264,000
<b>1412-2-19</b>	<b>ARCHIVES NATIONALES</b>	<b>8,141,872</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	5,773,617
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	866,579
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	666,576

	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	805,500
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOCS, INDEMNISATIONS	29,599
<b>1412-2-20</b>	<b>TELEVISION NATIONALE D'HAITI</b>	<b>27,843,255</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	11,419,604
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	645,812
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	15,777,839
<b>1412-2-21</b>	<b>RADIO NATIONALE D'HAITI</b>	<b>12,796,542</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	7,658,659
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,819,552
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,978,331
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,340,000
<b>1412-2-23</b>	<b>ACTIVITÉS CULTURELLES</b>	<b>20,000,000</b>
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20,000,000
<b>1412-2-24</b>	<b>SECRET. D'ETAT A LA COMMUNICATION</b>	<b>0</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	0
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	0
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	0

#### CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME

<b>1412</b>	<b>MINISTRE DE LA CULTURE</b>	<b>94,709,558.90</b>
1412-1-12-50	BICENTENAIRE DE LA BATAILLE DE VERTIERES/CULTURE	5,000,000.00
1412-1-12-51	BICENTENAIRE DE LA CREATION DU DRAPEAU/CULTURE	400,000.00
1412-1-12-52	BICENTENAIRE DE LA MORT DE TOUSSAINT LOUVERTURE/CULTURE	5,480,000.00
1412-1-12-53	CONSTRUCTION BATIMENT PUBLIQUE/CULTURE	83,829,558.90

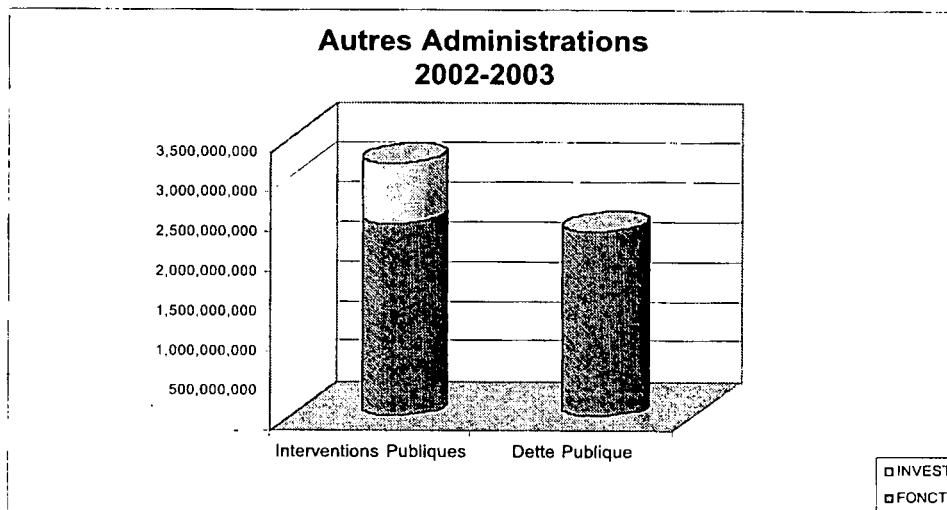
## ANNEXE III.5

### SECTEUR AUTRES ADMINISTRATIONS

#### CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR EXECUTIF

##### AUTRES ADMINISTRATIONS

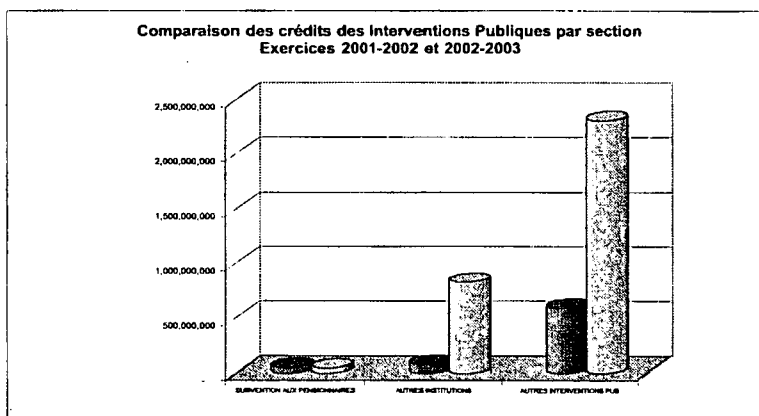
	2001-2002			2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
INTERVENTIONS PUBLIQUES	6,751,907.00	-	6,751,907.00	2,416,150,254	772,492,858	3,188,643,112
DETTE PUBLIQUE	15,704,579.00	-	15,704,579.00	2,333,318,167	-	2,333,318,167
<b>TOTAL</b>	<b>22,456,486.00</b>	<b>-</b>	<b>22,456,486.00</b>	<b>4,749,468,421</b>	<b>772,492,858</b>	<b>5,521,961,279</b>



## 1515 INTERVENTIONS PUBLIQUES

### RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
SUBVENTION AUX PENSIONNAIRES	52,000,000	-	52,000,000	45,194,616	-	45,194,616
AUTRES INSTITUTIONS	76,780,000	-	76,780,000	61,644,000	772,492,858	834,136,858
AUTRES INTERVENTIONS PUB.	594,594,706	-	594,594,706	2,309,311,638	-	2,309,311,638
<b>TOTAL</b>	<b>723,374,706</b>	<b>-</b>	<b>723,374,706</b>	<b>2,416,150,254</b>	<b>772,492,858</b>	<b>3,188,643,112</b>



### CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE (EN GOURDES)

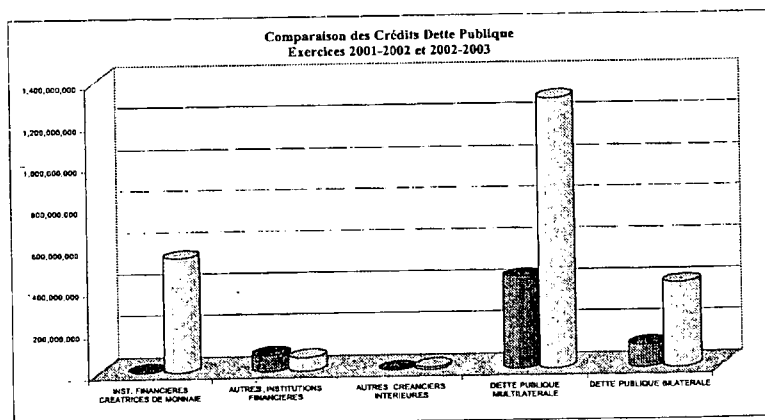
<b>1511- INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	<b>2,416,150,254</b>
1511-1-11 SUBVENTION AUX PENSIONNAIRES	45,194,616
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALOC, INDEMNISATIONS	45,194,616
1511-1-13 AUTRES INSTITUTIONS	61,644,000
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALOC, INDEMNISATIONS	61,644,000
1511-1-49 AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	2,309,311,638
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALOC, INDEMNISATIONS	2,309,311,638

### CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME

<b>1511- INTERVENTION PUBLIQUE</b>	<b>772,492,858.04</b>
1511-1-13-50 APPUI INSTITUTIONNEL	199,999,999.47
1511-1-13-51 PROGRAMME D'URGENCE DU GOUVERNEMENT	572,492,858.57

## 1512 DETTE PUBLIQUE

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	AMORT.	INTÉRÊTS	TOTAL	AMORT.	INTÉRÊTS	TOTAL
INST. FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	-	300,000	300,000	97,500,000	450,000,000	547,500,000
AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	60,998,060	16,527,534	77,525,594	59,319,463	4,478,910	63,798,373
AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	2,000,000	500,000	2,500,000	12,250,000	125,000	12,375,000
DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	259,379,675	181,707,687	441,087,362	840,577,652	462,923,265	1,303,500,917
DETTE PUBLIQUE BILATERALE	49,651,845	59,151,326	108,803,171	208,449,880	197,693,997	406,143,877
<b>TOTAL</b>	<b>372,029,580</b>	<b>258,186,547</b>	<b>630,216,127</b>	<b>1,218,096,995</b>	<b>1,115,221,172</b>	<b>2,333,318,167</b>



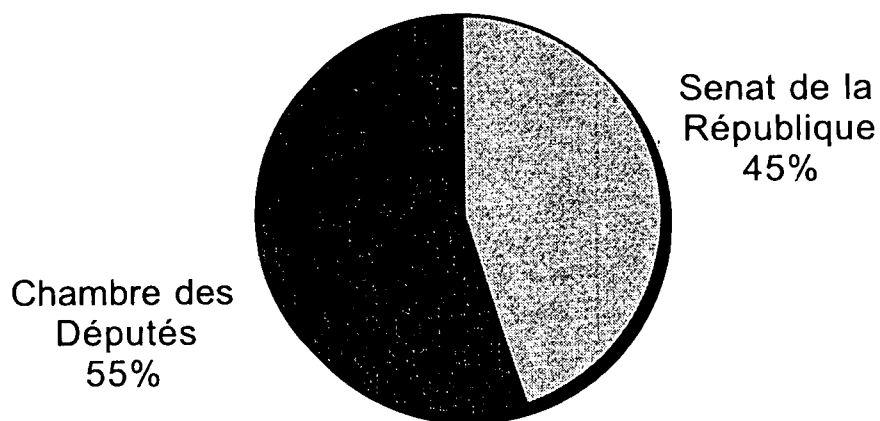
### CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE (En Gourdes)

<b>1512- DETTE PUBLIQUE</b>	<b>2,333,318,167</b>
<b>1512-1-11 INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE</b>	<b>547,500,000</b>
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	450,000,000
8-AMORTISSEMENT DE LA DETTE	97,500,000
<b>1512-1-12 AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>63,798,373</b>
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,478,910
8-AMORTISSEMENT DE LA DETTE	59,319,463
<b>1512-1-13 AUTRES CREANCIERS INTERIEURS</b>	<b>12,375,000</b>
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	125,000
8-AMORTISSEMENT DE LA DETTE	12,250,000
<b>1512-2-11 DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE</b>	<b>1,303,500,917</b>
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	462,923,265
8-AMORTISSEMENT DE LA DETTE	840,577,652
ARRIERES DE PAIEMENT BID	
<b>1512-2-12 DETTE PUBLIQUE BILATERALE</b>	<b>406,143,877</b>
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	197,693,997
8-AMORTISSEMENT DE LA DETTE	208,449,880

**ANNEXE IV  
POUVOIR LEGISLATIF****CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR LEGISLATIF**

EXERCICE 2002-2003

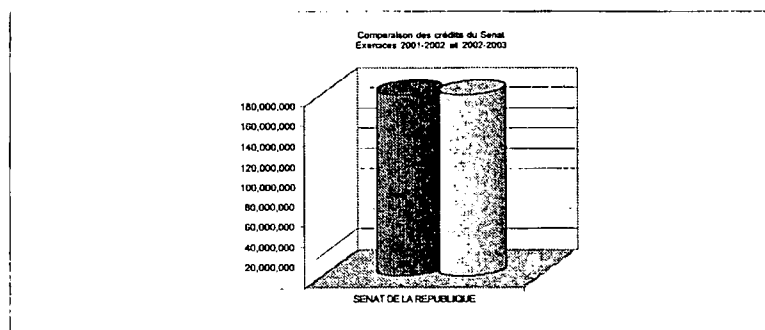
INSTITUTION	2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL
SENAT DE LA RÉPUBLIQUE	171,285,370	8,859,780	180,145,150
CHAMBRE DES DÉPUTÉS	211,327,136	27,858,874	239,186,010
<b>TOTAL</b>	<b>382,612,506</b>	<b>36,718,654</b>	<b>419,331,160</b>



**2211**  
**SENAT DE LA REPUBLIQUE**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES**  
**EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
SENAT DE LA REPUBLIQUE	179,910,500	-	179,910,500	171,285,370	8,859,780	180,145,150
<b>TOTAL</b>	<b>179,910,500</b>	<b>-</b>	<b>179,910,500</b>	<b>171,285,370</b>	<b>8,859,780</b>	<b>180,145,150</b>



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE**  
(En Gourdes)

<b>2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>171,285,370</b>
<b>2211-1-11 SENAT DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>171,285,370</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	60,972,512
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	32,716,229
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	7,948,019
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	928,484
5-IMMOBILISATION INCORPORELLE	270,00
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	45,985,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	22,465,125

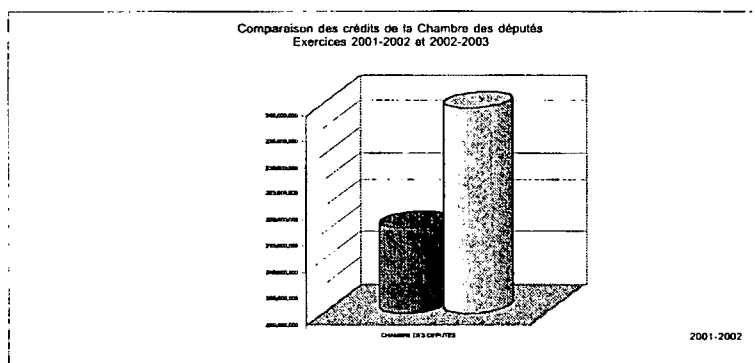
**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

<b>2211 SENAT DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>8,859,780.00</b>
2211-1-12-50 CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT	8,859,780.00

**2212  
CHAMBRE DES DEPUTES**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES  
EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
CHAMBRE DES DEPUTES	216,392,349	-	216,392,349	211,327,136	27,858,874	239,186,010
<b>TOTAL</b>	<b>216,392,349</b>	<b>-</b>	<b>216,392,349</b>	<b>211,327,136</b>	<b>27,858,874</b>	<b>239,186,010</b>



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE  
(En Gourdes)**

<b>2212- CHAMBRE DES DEPUTES</b>	<b>211,327,136</b>
<b>2212-2-11-CHAMBRE DES DEPUTES</b>	<b>211,327,136</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	125,406,765
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	33,572,674
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	7,297,735
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	25,743,227
5-IMMOBILISATION INCORPORELLE	1,900,000
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	10,907,720
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,499,015

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

<b>2212 CHAMBRE DES DEPUTES</b>	<b>27,858,874.20</b>
2212-2-12-50 CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT	27,858,874.20



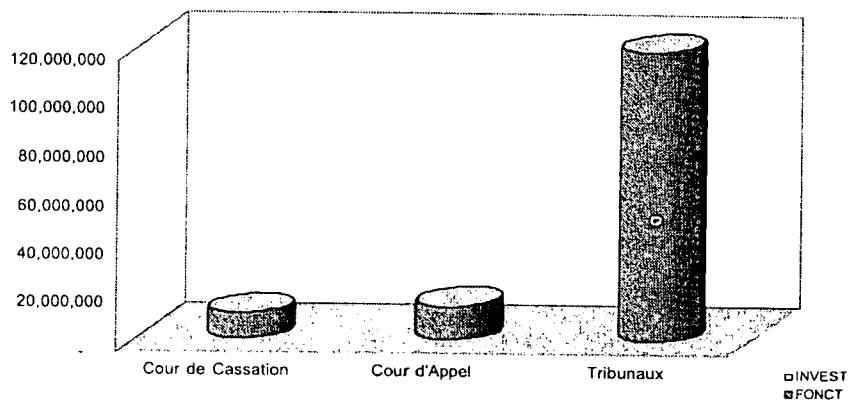
## ANNEXE V POUVOIR JUDICIAIRE

### CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR JUDICIAIRE

EXERCICE 2002-2003

INSTITUTION	2001-2002			2002-2003		
	FONCT	INV	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
COUR DE CASSATION	6,751,907.00	-	6,751,907.00	10,329,819	-	10,329,819
COUR D'APPEL	13,905,411	-	13,905,411	-	-	13,905,411
TRIBUNAUX	15,704,579.00	-	15,704,579.00	118,899,802	-	118,899,802
<b>TOTAL</b>	<b>22,456,486.00</b>	<b>-</b>	<b>22,456,486.00</b>	<b>143,135,032</b>	<b>-</b>	<b>143,135,032</b>

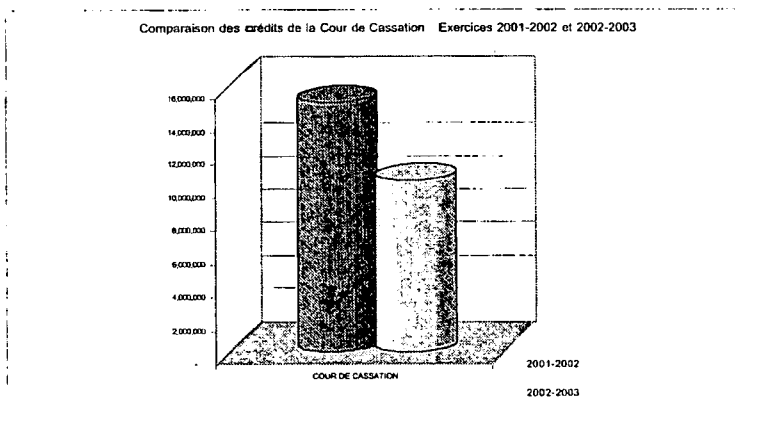
### POUVOIR JUDICIAIRE



**3211  
COUR DE CASSATION**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES  
EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
COUR DE CASSATION	15,041,449	-	15,041,449	10,329,819	-	10,329,819
<b>TOTAL</b>	<b>15,041,449</b>	<b>-</b>	<b>15,041,449</b>	<b>10,329,819</b>	<b>-</b>	<b>10,329,819</b>



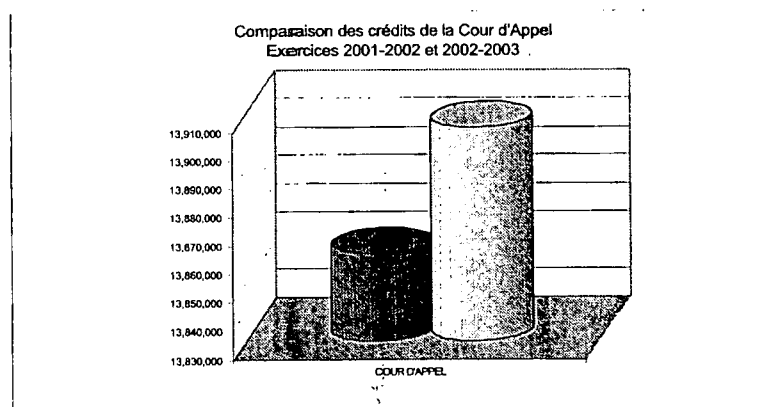
**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE  
(En Gourdes)**

<b>3211-COUR DE CASSATION</b>	<b>10,329,819</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	8,519,813.
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	461,200
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	524,310
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	379,896
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	444,600

## 3212 COUR D'APPEL

### RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
COUR D'APPEL	13,861,076	-	13,861,076	13,905,411	-	13,905,411
<b>TOTAL</b>	<b>13,861,076</b>	<b>-</b>	<b>13,861,076</b>	<b>13,905,411</b>	<b>-</b>	<b>13,905,411</b>



### CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE (EN GOURDES)

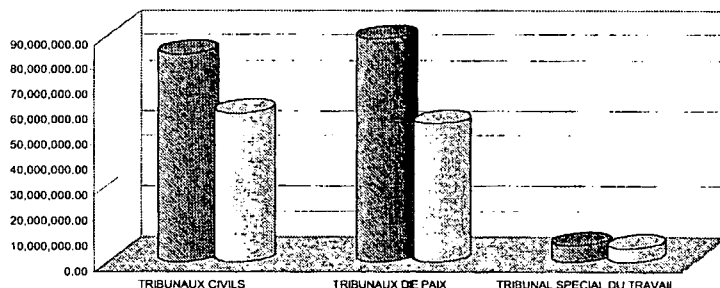
<b>3212-COUR D'APPEL</b>	<b>13,905,411</b>
<b>3212-1-11 COUR D'APPEL</b>	<b>13,905,411</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	12,568,295
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	320,000
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	17,116
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000

## 3213 TRIBUNAUX

### RÉPARTITION DES CRÉDITS PAR SECTION EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
TRIBUNAUX CIVILS	80,771,763	6,000,000	82,422,659	58,923,997	-	58,923,997
TRIBUNAUX DE PAIX	88,522,691	5,000,000	88,252,238	54,634,729	-	54,634,729
TRIBUNAL SPECIAL DU TRAVAIL	5,588,891	-	6,382,264	5,341,076	-	5,341,076
<b>TOTAL</b>	<b>174,883,345</b>	<b>11,000,000</b>	<b>177,057,161</b>	<b>118,899,802</b>	<b>-</b>	<b>118,899,802</b>

Comparaison des crédits des Tribunaux par section  
Exercices 2001-2002 et 2002-2003



### CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE (En Gourdes)

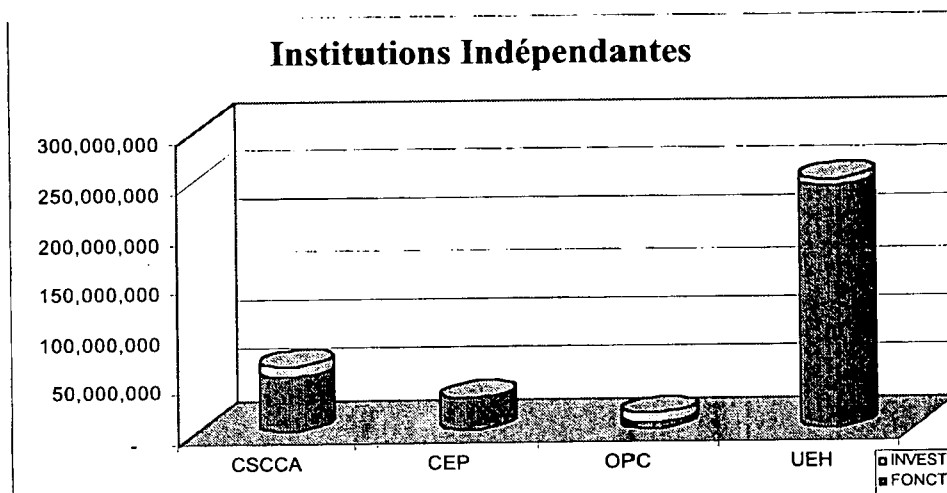
<b>3213-TRIBUNAUX</b>		<b>118,899,802</b>
<b>3213-1-11 TRIBUNAUX CIVILS</b>		<b>58,923,997</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL		56,449,613
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES		155,962
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS		1,804,716
4-IMMOBILISATION CORPORELLE		447,857
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES		65,848
<b>3213-1-12 TRIBUNAUX DE PAIX</b>		<b>54,634,729</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL		53,211,928
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS		1,422,801
<b>3213-2-13 TRIBUNAL SPECIAL DU TRAVAIL</b>		<b>5,341,076</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL		4,547,542
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES		11,473
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS		152,061
4-IMMOBILISATION CORPORELLE		630,000

## ANNEXE VI ORGANISMES INDEPENDANTS

### CREDITS BUDGETAIRES DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES

EXERCICE 2002-2003

INSTITUTION	2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL
CSCCA	53,810,638	11,203,665	65,014,303
CEP	31,836,846	0	31,836,846
OPC	4,268,030	9,834,124	14,102,154
UEH	242,000,000	8,000,000	250,000,000
<b>TOTAL</b>	<b>331,915,514</b>	<b>29,037,789</b>	<b>360,953,303</b>

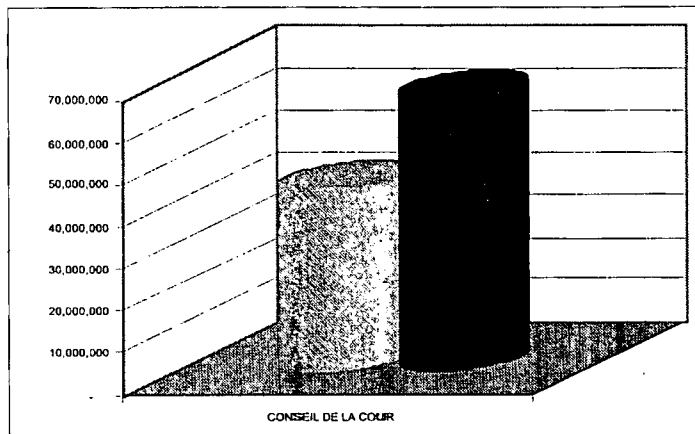


**4111**  
**COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES**

EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
CONSEIL DE LA COUR	43,638,214	-	43,638,214	53,810,638	11,203,665	65,014,303
<b>TOTAL</b>	<b>43,638,214</b>	<b>-</b>	<b>43,638,214</b>	<b>53,810,638</b>	<b>11,203,665</b>	<b>65,014,303</b>



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE**  
(En Gourdes)

<b>4111-COUR SUP. DES COMPTES ET DU CONT. ADM.</b>	<b>53,810,638</b>
<b>4111-1-11 CONSEIL DE LA COUR</b>	<b>53,810,638</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	35,093,674
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,372,418
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2,417,670
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	6,137,056
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC., INDEMNISATIONS	228,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,561,820

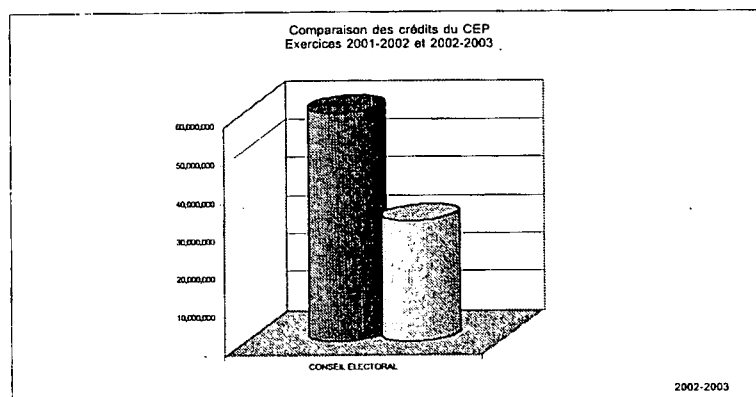
**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

<b>4111 - CSCCA</b>	<b>11,203,664.85</b>
4111-1-12-50 PROGRAMME D'URGENCE CSCCA	5,767,370.14
4111-1-12-51 IMMOBILISATION CSCCA	5,436,294.71

**4211  
CONSEIL ELECTORAL**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES  
EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
CONSEIL ELECTORAL	60,000,000	-	60,000,000	31,836,846	-	31,836,846
<b>TOTAL</b>	<b>60,000,000</b>	<b>-</b>	<b>60,000,000</b>	<b>31,836,846</b>	<b>-</b>	<b>31,836,846</b>



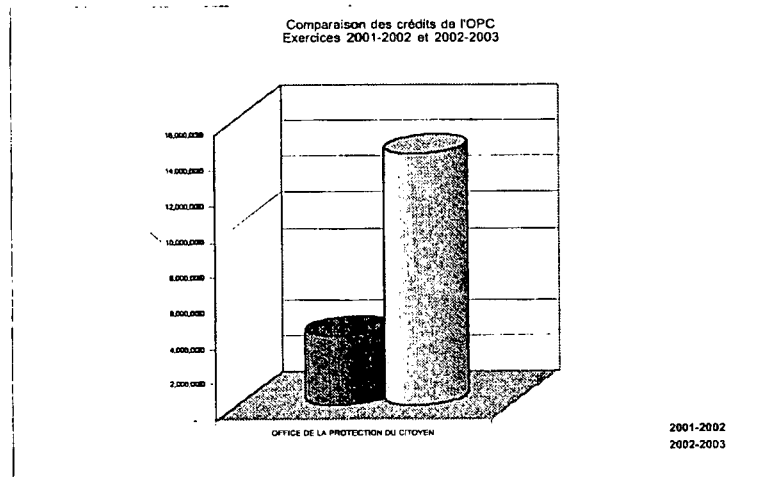
**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE  
(En Gourdes)**

<b>4211- CONSEIL ELECTORAL</b>	<b>31,836,846</b>
<b>4211-1-11 CONSEIL ELECTORAL</b>	<b>31,836,846</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	25,973,975
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	407,143
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2,223,000
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,800,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,432,727

**4212**  
**OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES**  
**EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN	3,927,264	-	3,927,264	4,268,030	9,834,124	14,102,154
<b>TOTAL</b>	<b>3,927,264</b>	<b>-</b>	<b>3,927,264</b>	<b>4,268,030</b>	<b>9,834,124</b>	<b>14,102,154</b>



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE**  
(En Gourdes)

<b>4212-OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN</b>	<b>4,268,030</b>
<b>4212-1-12 OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN</b>	<b>4,268,030</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	2,593,946
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	152,085
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	522,000
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

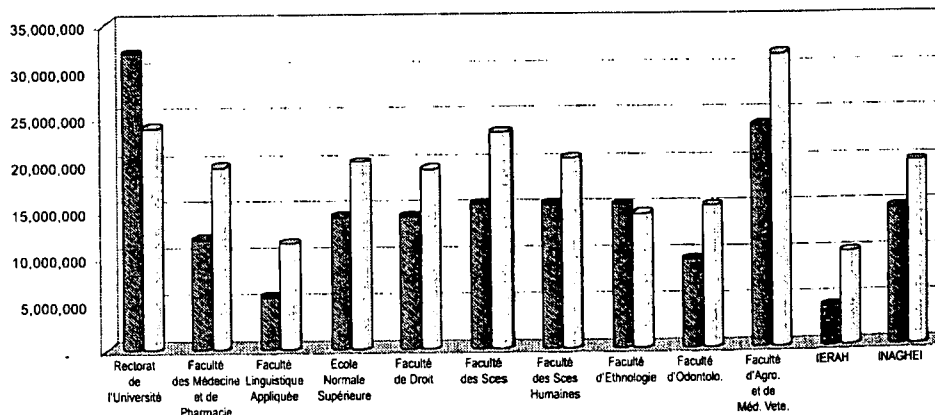
<b>4112 OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN</b>	<b>9,834,123.96</b>
4112-1-12-50 IMMOBILISATION OPC	9,834,123.96



**4311**  
**UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI**

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES**  
**EXERCICES 2001-2002 ET 2002-2003**

SECTION	CREDIT 2001-2002			CREDIT 2002-2003		
	FONCT	INVEST	TOTAL	FONCT	INVEST	TOTAL
RECTORAT DE L'UNIVERSITE	8,444,549	23,450,000	31,894,549	15,894,549	8,000,000	23,894,549
FACULTE DE MEDECINE ET DE PHARMACIE	11,976,238	-	11,976,238	19,592,897	-	19,592,897
FACULTE DE LINGUISTIQUE APPLIQUEE	5,671,355	-	5,671,355	11,543,573	-	11,543,573
ECOLE NORMALE SUPERIEURE	14,275,731	-	14,275,731	20,147,949	-	20,147,949
FACULTE DE DROIT	14,329,490	-	14,329,490	19,329,490	-	19,329,490
FACULTE DES SCIENCES	15,616,069	-	15,616,069	23,360,505	-	23,360,505
FACULTE DES SCIENCES HUMAINES	15,539,895	-	15,539,895	20,539,895	-	20,539,895
FACULTE D'ETHNOLOGIE	7,519,060	8,000,000	15,519,060	14,519,060	-	14,519,060
FACULTE D'ODONTOLOGIE	9,491,902	-	9,491,902	15,364,120	-	15,364,120
FACULTE D'AGRO. ET MEDECINE VETE.	23,880,454	-	23,880,454	31,624,890	-	31,624,890
IERAH	4,302,027	-	4,302,027	10,174,245	-	10,174,245
INAGHEI	14,908,827	-	14,908,827	19,908,827	-	19,908,827
APPUI AUX FACULTES DE DROIT DES PROVINCES			20,000,000	-	-	20,000,000
<b>TOTAL</b>	<b>145,955,597</b>	<b>31,450,000</b>	<b>177,405,597</b>	<b>242,000,000</b>	<b>8,000,000</b>	<b>250,000,000</b>



**CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ARTICLE DE DÉPENSE  
(EN GOURDES)**

<b>4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI</b>	<b>242,000,000</b>
<b>4311-1-11 RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI</b>	<b>15,894,549</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	11,126,184
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	390,929
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	247,749
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	454,235
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOCC, INDEMNISATIONS	94,224
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,581,229
<b>4311-2-13 FACULTE DE MEDECINE &amp; DE PHARMACIE</b>	<b>19,592,897</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	13,715,028
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	512,658
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	707,371
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	4,657,839
<b>4311-2-14 FACULTE DE LINGUISTIQUE APPLIQUEE</b>	<b>11,543,573</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	8,080,502
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	570,000
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	370,000
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	2,523,071
<b>4311-2-15 ÉCOLE NORMALE SUPERIEURE</b>	<b>20,147,949</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	14,103,565
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	692,631
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,081,060
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	255,000
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOCC, INDEMNISATIONS	110,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,905,693
<b>4311-2-16 FACULTE DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES</b>	<b>19,329,490</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	13,530,643
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,381,500
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,090,980
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	3,326,367
<b>4311-2-17 FACULTE DES SCIENCES</b>	<b>23,360,505</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	16,352,354
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	615,514
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	264,781
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOCC, INDEMNISATIONS	5,127,855
<b>4311-2-18 FACULTE DES SCIENCES HUMAINES</b>	<b>20,539,895</b>
1-DEPENSES DE PERSONNEL	14,377,927
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	90,258
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	151,577
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	5,920,134
<b>4311-2-19 FACULTE D'ETHNOLOGIE</b>	<b>14,519,060</b>

	1-DEPENSES DE PERSONNEL	10,163,342
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,816,642*
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	72,924
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	2,466,152
<b>4311-2-20</b>	<b>INSTITUT D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES AFRICAINES</b>	<b>10,174,245</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	7,121,972
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	800,000
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	59,645
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	2,192,628
<b>4311-2-21</b>	<b>INAGHEI</b>	<b>19,908,827</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	13,936,179
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,686,563
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	470,498
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	3,815,588
<b>4311-2-22</b>	<b>FACULTE D'ODONTOLOGIE</b>	<b>15,364,120</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	10,754,884
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	606,105
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	78,650
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	3,924,480
<b>4311-2-23</b>	<b>FACULTE D'AGRONOMIE &amp; DE MEDECINE VETERINAIRE</b>	<b>31,624,890</b>
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	22,137,423
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	104,886
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,329,737
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	135,000
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	7,917,845
<b>4311-2-24</b>	<b>APPUI AUX FACULTES DE DROIT DES PROVINCES</b>	<b>20,000,000</b>
	7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	20,000,000

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME**

<b>4311- UNIVERSITE D'ETAT D'HAÏTI</b>	<b>8,000,000.00</b>
4311-1-11-50 PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REAMENAGEMENT	8,000,000.00

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*